

Table des matières

Rapport de gestion

1. Points saillants	1
2. Introduction	2
3. À propos de CAE	3
4. Variations de change	13
5. Mesures hors PCGR et autres mesures financières	14
6. Résultats consolidés	16
7. Résultats par secteur	19
8. Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés	27
9. Situation financière consolidée	29
10. Regroupements d'entreprises	30
11. Modification de conventions comptables	32
12. Mise en œuvre des normes internationales d'information financière (IFRS)	32
13. Contrôles et procédures	32
14. Principales informations financières trimestrielles	33

États financiers consolidés intermédiaires

État consolidé de la situation financière	34
Compte consolidé de résultat	35
État consolidé du résultat global	36
États consolidés des variations en capitaux propres	37
Tableau consolidé des flux de trésorerie	38

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	39
Note 2 – Première application des IFRS	40
Note 3 – Regroupements d'entreprises	47
Note 4 – Participation dans des coentreprises	49
Note 5 – Comptes débiteurs	50
Note 6 – Facilités d'emprunt et charges financières, montant net	51
Note 7 – Résultat par action et dividendes	51
Note 8 – Rémunération du personnel	52
Note 9 – Autres (profits) pertes – montant net	52
Note 10 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	52
Note 11 – Aide gouvernementale	53
Note 12 – Transactions avec des parties liées	53
Note 13 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	55

Rapport de gestion

pour le trimestre clos le 30 septembre 2011

1. POINTS SAILLANTS

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le présent rapport trimestriel a été préparé conformément aux IFRS et doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires du semestre clos le 30 septembre 2011, qui ont été préparés conformément aux normes IAS 34 *Information financière intermédiaire* et IFRS 1 *Première application des IFRS* publiées par l'IASB. Les chiffres comparatifs pour chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs qui ont été apportés à l'état des variations en capitaux propres, au compte de résultat, à l'état du résultat global et au tableau des flux de trésorerie.

DONNÉES FINANCIÈRES

DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2011

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 433,5 millions \$ ce trimestre, en hausse de 5,6 millions \$, soit 1 %, par rapport au trimestre précédent et de 45,5 millions \$, soit 12 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2012, les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 861,4 millions \$, en hausse de 107,0 millions \$, soit 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en baisse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2011

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 38,4 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 43,1 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une diminution de 4,7 millions \$, soit 11 %, et comparativement à 39,1 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au deuxième trimestre de l'exercice 2011, ce qui représente une baisse de 0,7 million \$, soit 2 %;
- Pour le premier semestre de l'exercice 2012, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 81,5 millions \$ (soit 0,32 \$ par action), comparativement à 76,3 millions \$ (soit 0,30 \$ par action) pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui représente une augmentation de 5,2 millions \$, soit 7 %;
- Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) au titre de l'acquisition et de l'intégration de Medical Education Technologies, Inc., acquise ce trimestre, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société se serait élevé à 41,1 millions \$ (soit 0,16 \$ par action) ce trimestre.

Flux de trésorerie disponibles¹ positifs de 109,3 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles ont affiché une valeur positive de 129,2 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 87,8 millions \$ au trimestre précédent et à une valeur positive de 74,5 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les autres dépenses liées aux actifs se sont élevées à 15,1 millions \$ ce trimestre, comparativement à 15,7 millions \$ au trimestre précédent et à 13,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles s'est établi à 3,5 millions \$ ce trimestre, comparativement à 23,7 millions \$ au trimestre précédent et à 1,3 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 8,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 8,7 millions \$ au trimestre précédent et à 10,1 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Capital utilisé¹ en hausse de 129,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

- Le fonds de roulement hors trésorerie¹ a diminué de 66,8 millions \$ pour s'établir à 125,3 millions \$;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 82,5 millions \$;
- Les autres actifs non courants ont augmenté de 157,1 millions \$, tandis que les autres passifs non courants ont augmenté de 43,8 millions \$;
- La dette nette¹ s'établissait à 618,8 millions \$ à la fin du trimestre, comparativement à 520,5 millions \$ au trimestre précédent.

COMMANDES¹

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes¹ pour le trimestre s'est établi à 1,30 (ratio combiné de 1,59 pour les secteurs civils, de 1,02 pour les secteurs militaires et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,15 (ratio combiné de 1,35 pour les secteurs civils, de 0,98 pour les secteurs militaires et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 563,4 millions \$, comparativement à 450,9 millions \$ au dernier trimestre et à 437,4 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2011;
- Le carnet de commandes¹ s'établissait à 3 648,2 millions \$ au 30 septembre 2011.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 245,5 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 91,4 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de huit simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 135,4 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 70,8 millions \$.

Nouveaux marchés principaux

- Notre secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes de 20,3 millions \$.

AUTRES

- Le 24 août 2011, nous avons annoncé l'acquisition par CAE Santé de Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical, pour la somme de 130 millions \$US;
- Nous avons émis des billets de premier rang d'une valeur de 150 millions \$US aux termes d'un placement privé visant à financer l'acquisition de METI et à remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés.

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous*, *notre*, *nos*, *CAE* et *la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice* et *2012* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2012;
- *Le dernier exercice*, *l'exercice précédent* et *l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2011;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 10 novembre 2011 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion), les états financiers consolidés non audités et les notes qui les complètent pour le deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les IFRS. Tous les tableaux présentés sont fondés sur des chiffres non audités.

D'autres renseignements figurent dans nos états financiers consolidés intermédiaires non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 et dans nos états financiers consolidés annuels que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2011. Le rapport de gestion figurant dans notre rapport annuel de 2011 présente également un complément d'information au sujet de ce qui suit :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et les autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Acquisitions, regroupements d'entreprises et cessions;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Contrôle et procédures;
- Le rôle de surveillance du comité de vérification et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire*, *compter que*, *s'attendre à*, *prévoir*, *envisager*, *continuer de*, *estimer*, *pouvoir*, *devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies dans notre rapport annuel de 2011.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. CAE est présente dans le monde entier, comptant plus de 7 500 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans plus de 20 pays. Nos produits des activités ordinaires annuels sont supérieurs à 1,6 milliard \$ et proviennent d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion d'environ 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique, lequel compte 33 centres de formation civile, militaire et sur hélicoptère à partir desquels nous assurons chaque année la formation de plus de 80 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol (FFS) qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. En tirant parti de nos compétences de base et de nos pratiques exemplaires en matière d'aviation, nous offrons également des solutions dans les secteurs des soins de santé et des mines, qui sont soumis à des impératifs opérationnels semblables en matière de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, les services aéronautiques et les services professionnels.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 60 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons que CAE soit synonyme de sécurité, d'efficacité et de préparation aux missions. Nous voulons être le partenaire de mission de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité et de permettre la prise de meilleures décisions.

3.3 Nos activités

CAE dessert essentiellement deux grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes spécialisés dans la formation d'élèves-pilotes et les organismes de formation aéronautique;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier.

Nous desservons aussi le marché des soins de santé, particulièrement des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des établissements d'enseignement, des entreprises médicales et des constructeurs OEM, ainsi que le marché minier, desservant des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

Nous sommes un chef de file mondial ayant des capacités inégalées pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus d'efficacité opérationnelle, de sécurité et de préparation aux missions. À ce titre, nous utilisons une approche intégrée fondée sur des solutions, ce qui se traduit souvent par des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services. Bien que cette stratégie de mise en marché donne lieu à un regroupement sans cesse croissant des produits et des services, nous présentons, depuis 2006, nos résultats dans quatre secteurs distincts : un secteur produits et un secteur services, à l'intérieur de chacun de nos deux principaux marchés. En plus de nos activités dans les secteurs civil et militaire, nous présentons nos résultats dans les domaines des soins de santé et des mines, lesquels sont, depuis le trimestre précédent, compris dans le secteur Nouveaux marchés principaux ou NMP (précédemment présentés dans le secteur Formation et services associés – Civil). Les chiffres correspondants du secteur Formation et services associés – Civil pour l'exercice 2011 ont été retraités.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires, ainsi que de la formation sur hélicoptères au personnel navigant, aux membres d'équipage, au personnel de maintenance et au personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation pour l'aviation commerciale et de formation sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de l'Amérique latine, de la Chine, de l'Asie du Sud-Est, de l'Inde et du Moyen-Orient. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile, dont l'aviation générale, l'aviation régionale, l'aviation commerciale, les exploitants d'hélicoptères et l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 165 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans une vingtaine de pays partout dans le monde, notamment dans des centres de formation aéronautique, des organismes de formation aéronautique (FTO) et des centres appartenant à des tiers. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes, des exploitants d'avions et des constructeurs OEM dans le monde entier ont avec nous des liens d'affaires stratégiques, des partenariats et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. L'Académie mondiale CAE est le plus important réseau d'écoles de formation d'élèves-pilotes au monde avec une capacité de formation de 1 800 élèves-pilotes chaque année. Parallèlement à l'Académie mondiale CAE, nous offrons aux compagnies aériennes des services de placement de pilotes pour remédier à leur problème de recrutement.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, construit et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de matériels de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures de formation, de dispositifs de formation et de solutions d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Récemment, nous avons conçu, ou conclu des contrats pour concevoir des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, les Boeing 747-8 et 787, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR 42-600 et 72-600, les Bombardier CSeries, Global Express et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X et l'ARJ21 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Nous offrons également une gamme complète de services de soutien comprenant la mise à niveau de simulateurs, les services de maintenance, la vente de pièces de rechange et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passager est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans les marchés émergents ont surclassé ce taux de croissance moyen mondial, ce qui est particulièrement intéressant pour CAE compte tenu de la place de chef de file que nous occupons dans ces régions. Les transporteurs traditionnels américains, clientèle de longue date de CAE, ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. La croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur de l'aviation d'affaires, les commandes d'appareils et l'utilisation de ceux-ci sont aussi surtout tributaires du PIB, mais plus précisément de la rentabilité des entreprises. La fréquence d'exploitation des avions aux États-Unis doit s'améliorer de l'ordre de 15 % à 20 % pour regagner le terrain perdu durant la plus récente récession. D'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna et Dassault, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils, ce qui illustre leur confiance à long terme envers la demande pour le trafic aérien d'affaires. Dans l'ensemble, la demande reste stable pour le secteur des avions d'affaires de grande dimension et elle demeure stable quoiqu'un peu plus faible pour les avions d'affaires de moyenne dimension. Dans le secteur des appareils de petite dimension, la demande est demeurée stable quoique faible. La demande devrait reprendre avec l'amélioration soutenue de facteurs économiques tels que la croissance des profits des entreprises et la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations ainsi que la croissance de l'activité économique dans les marchés émergents.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché s'est relevé durant l'exercice. Nous prévoyons maintenir notre position de chef de file du marché et vendre un nombre de FFS dans la mi-trentaine au cours de l'exercice 2012.

Les tendances à long terme suivantes constituent le fondement de la stratégie d'investissement de CAE sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes d'appareils;
- Nouvelles plateformes d'appareils plus efficaces;
- Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage);
- Nouvelles exigences de formation.

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Pour les neuf premiers mois de l'année 2011, le trafic passager a augmenté de 6,3 % par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2010, tandis que le fret-tonne-kilomètre est demeuré stable au cours de la même période, malgré une baisse de 2,7 % en septembre 2011 par rapport à septembre 2010. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %, et il est prévu que cette progression se poursuivra pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux.

Demande sur les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de l'Asie du Sud-Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Europe de l'Est, de l'Amérique du Sud et de la Chine, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. On prévoit également la libéralisation progressive de leurs politiques de transport aérien et la conclusion d'accords bilatéraux en la matière. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services offerts par CAE. CAE est présente dans ces régions à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupe une place de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques et à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes d'appareils

Au cours de l'année 2010, les constructeurs d'avions commerciaux Boeing et Airbus ont reçu un total net de 1 104 commandes d'appareils neufs (commandes fermes moins les annulations) et ils en ont reçu 1 464 au cours des neuf premiers mois de l'année 2011. Ces constructeurs OEM assument un important carnet de plus de 7 500 appareils, qui devrait contribuer à créer des occasions d'affaires pour l'ensemble des produits et des services de formation de CAE. En 2010, Boeing et Airbus ont fait état d'un total de 972 livraisons d'appareils, ce qui est essentiellement stable par rapport à l'année précédente. Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2011, les livraisons d'appareils commerciaux ont été portées à 723. Airbus et Boeing ont annoncé la venue d'une série de hausses significatives de la production de leurs principaux modèles, notamment les Airbus A320 et A330 ainsi que les Boeing B737NG et B777. L'intensification des livraisons d'appareils devrait se traduire par une augmentation de la demande pour les produits et les services de formation.

Le secteur de l'aviation d'affaires continue d'afficher un optimisme prudent. Bien qu'il règne toujours une certaine incertitude, les constructeurs OEM ont démontré un regain de confiance en lançant un grand nombre de nouveaux programmes d'appareils. La reprise récente du secteur de l'aviation d'affaires a été déterminée par les appareils de grande dimension, surtout dans les marchés internationaux et émergents. Le nombre de vols de jets d'affaires s'est accru au cours des 12 derniers mois en grande partie pour ce qui est des vols outre-mer, selon la Federal Aviation Administration (FAA). Le secteur important des exploitants en copropriété a connu une utilisation accrue des appareils et a dû passer des commandes pour de nouveaux appareils.

Nouvelles plateformes d'appareils plus efficaces

Les constructeurs OEM ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes plus efficaces, dont le nouveau Boeing 737 MAX, les Boeing 747-8 et 787, l'Airbus A350 XWB, l'Airbus A320neo, les jets très légers et légers Embraer Phenom 100 et 300, le Mitsubishi MRJ, le COMAC ARJ21, l'appareil russe UAC SSJ100, les Bombardier Learjet 85, CSeries, Global 7000 et 8000, ainsi que les Cessna Citation M2 et Latitude. La demande pour ces nouvelles plateformes plus efficaces est commandée par les prix élevés du carburant et, comme le pétrole compte pour une part importante des coûts opérationnels des compagnies aériennes, ces dernières cherchent activement des moyens de réduire ces coûts. L'Association du transport aérien international (IATA) estime que chaque hausse de un dollar du prix du baril de pétrole se traduit par des coûts supplémentaires de 1,6 milliard \$US pour le secteur mondial de l'aviation, et elle prévoit une hausse importante du prix moyen du pétrole au cours de l'année en cours. Cette anticipation d'une hausse a entraîné le besoin pour ces nouvelles plateformes.

Ces nouvelles plateformes plus efficaces vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Comme pour le contrat conclu au cours de l'exercice 2010 avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries, nous avons, au cours de l'exercice 2011, conclu des ententes avec ATR pour le nouvel appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour le nouveau MRJ et avec Airbus pour l'A350 XWB afin de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont les FFS de la Série CAE 7000, les dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. Cependant, si le programme subit des retards et que, par conséquent, les livraisons de nouveaux appareils sont aussi retardées, nos prises de commandes et nos livraisons de FFS le seront également.

Renouvellement de la flotte d'aéronefs par les transporteurs traditionnels

Les transporteurs traditionnels ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes. Les commandes récentes passées aux États-Unis par Boeing et Airbus illustrent le potentiel de pénétration accrue d'une nouvelle génération d'aéronefs dans le système de transport aérien aux États-Unis. Cette étape pourrait être le moteur de l'accélération du renouvellement de la flotte par les compagnies aériennes américaines.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques. Dans les marchés émergents comme l'Inde, la Chine, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, la croissance à long terme du trafic aérien est plus forte que dans les marchés parvenus à maturité, on s'attend à ce que cette situation se poursuive, et l'infrastructure nécessaire pour satisfaire la demande prévue est absente.

Le nouveau mode d'attestation des pilotes requiert de la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important avec le processus d'attestation de compétence par une licence de pilote en équipage multiple (MPL) mis au point par l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), qu'ont adopté plusieurs autorités de réglementation de l'aviation partout dans le monde. Le processus MPL met davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation pour amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes d'avions modernes. CAE a lancé son cours MPL à l'exercice 2010, et les diplômés du programme MPL de CAE ont rejoint le marché du travail. Si le processus MPL continue d'être adopté et de gagner en popularité dans les marchés émergents comme ceux de la Chine, de l'Inde, de l'Asie du Sud-Est, de l'Europe de l'Est et du Moyen-Orient où le besoin en pilotes qualifiés formés de la manière la plus efficace possible est le plus important, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Nouvelles exigences de formation

Le 1^{er} août 2010, les États-Unis ont approuvé l'*Airline Safety and Federal Aviation Administration Act of 2010*. Cette loi exige que la FAA développe et publie de nouveaux règlements ainsi que des mises à jour devant entrer en vigueur entre août 2012 et août 2013 et visant des enjeux importants tels que :

- Des restrictions quant au temps de vol et à la période de service de vol afin de diminuer la fatigue des pilotes;
- De nouveaux règlements régissant la formation spécialisée des pilotes, notamment en situation de décrochage, de perte de contrôle, d'accumulation de glace sur les appareils, de cisaillement du vent et d'autres phénomènes météorologiques défavorables, ayant pour effet d'étendre et d'officialiser l'utilisation de simulateurs dans ces situations;
- La durée, la fréquence et le contenu des programmes de formation des pilotes;
- Le projet de règlement obligeant les copilotes à détenir une licence de pilote de ligne et à avoir une expérience minimale de 1 500 heures de vol; il s'agit là d'un changement important étant donné que l'exigence actuelle ne fait état que d'une licence de pilote professionnel et d'au moins 250 heures de vol. La FAA se penche sur un système d'équivalences qui accepterait certaines formations théoriques, de la formation structurée et l'utilisation de simulateurs pour une partie des 1 500 heures requises.

Ces nouvelles exigences de formation des pilotes pourraient donner lieu à une simulation plus immersive et à un recours plus fréquent à la simulation pour la formation sur les missions.

MARCHÉ MILITAIRE

Nos activités dégagent des produits des activités ordinaires dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché de la défense grâce à nos solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur préparation aux missions et leurs capacités de prise de décisions. Nous fournissons des produits de simulation, comme des simulateurs de missions (FMS); nous effectuons des mises à niveau de simulateurs; nous fournissons des services de maintenance et de soutien; nous fournissons des services de formation clés en main; nous avons diverses capacités nous permettant d'offrir des services professionnels fondés sur la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle; et nous avons une entreprise de logiciels appelée Presagis, qui développe et vend des solutions logicielles prêtes à l'emploi (COTS) pour les constructeurs OEM, les organismes gouvernementaux et les forces armées.

Nous abordons les marchés de la défense en tirant parti de nos réalisations dans le monde et de notre expertise locale. Nous sommes présents localement et avons des centres d'excellence dans des marchés clés, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada, en Allemagne, en Australie, en Inde et à Singapour. Nous avons mis en place des procédés d'exploitation à l'échelle mondiale qui nous permettent d'accorder une grande autonomie quant à la prise de décision au sein des régions tout en exploitant la gamme complète de nos produits, services et capacités, ce qui se traduit par une efficacité accrue et des relations solides avec la clientèle.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, construit et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Notre secteur PS/M est un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation pour les forces terrestres et navales, dont des entraîneurs pratiques et des entraîneurs virtuels à la maintenance pour le blindé Abrams et le véhicule de combat Bradley de l'U.S. Army. Nous avons créé la plus vaste gamme de simulateurs d'hélicoptères militaires dans le monde et nous avons aussi élaboré plus de systèmes d'entraînement pour l'avion de transport C-130 Hercules que quiconque dans le monde. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays, notamment à tous les corps d'armée américains.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des services de maintenance et de soutien, des services professionnels fondés sur la simulation ainsi que des solutions de soutien en service

Notre secteur FS/M fournit des services de formation clés en main et une expertise dans l'intégration des systèmes de formation aux forces armées du monde entier, comme le centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) de la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni), le programme Fournisseur de systèmes d'entraînement opérationnel (FSEO) des Forces canadiennes, l'école German Army Aviation School à Bückeburg et le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'United States Air Force (USAF) dans 13 bases américaines et internationales. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance et l'entraînement sur simulateur dans quelque 70 établissements dans le monde. Le secteur FS/M fournit également une variété de services professionnels et de défense fondés sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Depuis sa création, le secteur militaire de CAE a été diversifié à l'échelle mondiale, car la majorité des dépenses de défense à l'échelle mondiale ont été effectuées à l'extérieur du marché intérieur canadien. Nous exerçons environ le tiers de nos activités aux États-Unis, le tiers en Europe et le tiers dans le reste du monde. Comme nos intérêts couvrent plus de 50 forces de défense nationales, notre secteur militaire est diversifié dans des marchés dont les dépenses en défense sont variables.

À long terme, nous sommes encouragés par nos perspectives dans la défense et par la tendance mondiale des forces militaires à avoir de plus en plus recours à la simulation, ce qui nous porte à croire que les solutions fondées sur la simulation seront en bonne position pour relever quelques-uns des défis qui se posent en matière de budget pour le secteur de la défense. Nous considérons que CAE fait partie intégrante de la solution pour réaliser des économies en matière de coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation aux missions. En outre, les marchés émergents comme l'Inde, les autres pays d'Asie et le Moyen-Orient prévoient une croissance de leurs dépenses militaires, et nous occupons une place de choix dans ces régions.

Notre carnet de commandes actuel est solide, et nous constatons un large éventail de possibilités à l'échelle mondiale, malgré les pressions exercées sur les gouvernements, principalement aux États-Unis, en Europe continentale et au Royaume-Uni, afin qu'ils réduisent les dépenses concernant la défense dans le cadre des réformes fiscales. Ces pressions ont fait en sorte que certains programmes ont été retardés ou amputés, et il est donc plus difficile de prédire le moment et la taille des occasions aux États-Unis et en Europe. Des pays comme l'Allemagne et le Royaume-Uni ont entrepris la réduction de leur structure de forces, réduction qui se traduira par une baisse du nombre de personnes devant être formées sur les plateformes touchées, ce qui pourrait avoir une incidence sur nos activités futures. Jusqu'à présent, les plateformes d'hélicoptères et d'appareils de transport, qui ont des applications dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire, ont été relativement épargnées par rapport aux plateformes comme les avions de combat (chasseurs). CAE collabore avec le secteur aérien principalement quant à des plateformes comme des hélicoptères, des appareils de transport, des avions de ravitaillement, des avions de patrouille en mer et des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse. CAE fait partie intégrante de l'équilibre entre les réductions de coûts et la préparation aux missions. Jusqu'à présent, certains clients du secteur de la défense ont commencé à intensifier leur recours à la formation fondée sur la simulation afin de réaliser des économies opérationnelles, et nous nous attendons à ce que ce type d'activité se poursuive à long terme, malgré la contraction des forces de défense de certains pays. Les dirigeants des forces de défense et des gouvernements ont clairement exprimé leur volonté de transférer un plus grand nombre d'heures de formation des systèmes d'armement réels aux simulateurs, comme moyen de réaliser des économies récurrentes. À court terme, l'urgence des réductions budgétaires a toutefois fait en sorte que la principale priorité pour les forces de défense est de trouver des domaines où il est possible de faire des compressions, la priorité suivante étant de chercher des moyens de continuer à réaliser des économies, ce qui, d'après nous, se traduira par un recours accru à la simulation.

Nous croyons que, dans le contexte actuel, la capacité de CAE de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire est unique. En plus de soutenir les flottes dans le monde et l'ajout de nouveaux appareils, la demande pour nos produits et services sera alimentée par :

- La volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- La demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation;
- Le coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation;
- La nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération;
- La demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère.

Nous avons déjà fait nos preuves en ce qui concerne le respect du budget et de l'échéancier de livraison des programmes et nous sommes bien positionnés pour fournir aux forces armées des solutions pour une série de plateformes militaires, notamment des avions de transport, des avions-citernes, des hélicoptères, des avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse et des avions de patrouille maritime. Ces appareils comprennent l'avion de transport C-130J Hercules, les avions de patrouille maritime P-8A Poseidon et P-3C Orion, l'aéronef de ravitaillement KC-46A, l'aéronef multirôle de ravitaillement en vol et de transport A330, l'hélicoptère NH90, les avions d'entraînement pour la formation initiale des pilotes de chasse M-346 et Hawk, les nouvelles versions des hélicoptères S-70 et H-60, les hélicoptères de transport lourd CH-47 Chinook, les systèmes aériens sans pilote (UAS) et d'autres aéronefs qui font partie des éléments clés sur lesquels s'appuient les forces de défense à l'échelle mondiale. Aux États-Unis, les coupures budgétaires prévues n'ont pas encore touché les programmes dans lesquels CAE est en position dominante, et nous ne prévoyons pas qu'il y aura d'incidence sur les programmes comme ceux du MH-60S/R, du C-130J, du P-8A et autres. Au Royaume-Uni, la décision prise cet été par la Royal Air Force d'acquérir 14 hélicoptères CH-47 Chinook supplémentaires est une bonne nouvelle pour notre MSHATF. Nos perspectives positives à long terme reposent sur la prévision que la demande mondiale pour des types d'appareils comme le C-130 et le CH-47, qui jouent un rôle militaire crucial en plus de leur rôle humanitaire, se maintiendra. Ces plateformes mettent en jeu de nouveaux types d'appareils nécessitant des programmes à long terme et nous croyons que cela créera pour nous des occasions au cours des dix années à venir. Nous continuons également à rechercher la croissance par le développement de nos domaines liés au marché de la défense, comme la formation sur véhicules terrestres et les services professionnels.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les gouvernements et les forces de défense ont clairement exprimé leur volonté d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation pour l'analyse, la formation et la prise de décision opérationnelle. Des organisations militaires du monde entier ont manifesté la même volonté, plus particulièrement les forces armées des États-Unis et d'autres pays aux prises avec des contraintes budgétaires. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées ne sont pas obligées de former leurs pilotes sur simulateur; par conséquent, l'usage de simulateurs a traditionnellement été plus rare. La simulation comporte de nombreux avantages qui permettent de faire face à la menace croissante à l'échelle mondiale et aux nouvelles contraintes économiques qui font pression sur les dépenses en matière de défense. La modélisation et la simulation permettent la réalisation d'économies considérables. L'USAF estime que la formation sur appareil coûte environ 10 fois plus cher que la formation fondée sur la modélisation et la simulation. Selon la demande de budget du Department of Defence pour l'exercice 2012, les officiers de l'USAF, dans le but de réduire les coûts, ont proposé la baisse du budget de formation au vol. L'USAF promet que, en consacrant davantage de temps à la « formation évoluée sur simulateur », les équipages compenseront la perte de formation au vol. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Ce type de formation est essentiel afin d'assurer la préparation des forces de défense, alors qu'elles sont aux prises avec des menaces nouvelles et complexes.

Demande croissante pour nos produits et services spécialisés fondés sur la modélisation et la simulation

Nouvelles plateformes d'avions

L'une de nos priorités stratégiques est de nous allier à des constructeurs du secteur de la défense en vue de resserrer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs sont en train de mettre sur le marché de nouvelles plateformes qui devraient alimenter la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Ainsi, Hawker Beechcraft offre maintenant l'avion de reconnaissance armé et léger AT-6; Boeing conçoit actuellement un nouvel aéronef de patrouille en mer, le P-8A Poseidon, et a obtenu le contrat de l'U.S. Air Force pour de nouveaux avions-citernes; NH Industries livre actuellement ses hélicoptères NH90; Airbus Military est en train de promouvoir vigoureusement l'avion polyvalent de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) A330, le A400M et son appareil de transport C-295 dans le monde entier; Lockheed Martin a doublé la production du C-130; Alenia Aeromacchi commercialise avec succès les avions d'entraînement de pointe M-346 pour la formation initiale des pilotes de chasse, et Sikorsky propose de nouvelles versions de son hélicoptère H-60 aux forces armées et navales du monde entier. Tout ceci stimule la demande pour de nouveaux simulateurs et des services de formation, et nous disposons de produits à différents stades de conception et de production pour y répondre.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation. Cette application est bien comprise, et elle est utilisée par les forces militaires et les agences civiles du monde entier. Nous sommes d'avis qu'il existe des possibilités de croissance si nous sortons la simulation du simulateur et l'appliquons dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation aux programmes de recherche et de développement de même qu'à la conception et à l'essai des systèmes, à l'analyse des renseignements, à l'intégration et à l'exploitation, et à fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei. Les Forces armées royales du Brunei et le ministère de la Défense de ce pays ont recours au centre pour analyser les possibilités en matière de structure des forces, pour évaluer et valider les capacités, pour élaborer la doctrine et les tactiques, et pour soutenir les exercices de formation et de répétition de missions.

Tendance à l'impartition des services de formation et de maintenance

Aux prises avec des contraintes de budget et de ressources, les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens d'économiser et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'impartir divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements impartissent leurs services de formation, car ils peuvent ainsi être livrés plus rapidement et à moindres coûts. Nous avons obtenu des contrats de cette nature au Canada, en Allemagne, en Australie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Nous avons annoncé l'année dernière que CAE USA avait remporté un contrat d'une durée prévue de dix ans (sous réserve du financement annuel) portant sur la fourniture de services complets d'entraînement de l'équipage du KC-135 à l'USAF. CAE USA sera le maître d'œuvre responsable de la fourniture de services de gestion des programmes, d'instruction en classe et sur simulateur, de maintenance et de logistique, de mises à niveau des dispositifs d'entraînement et de déménagement des dispositifs pour plus de 3 500 membres d'équipage des avions-citernes KC-135 de l'USAF. L'USAF a récemment exercé son option visant la deuxième année de formation des équipages du KC-135. En Australie, nous avons livré une série de dispositifs d'entraînement pour l'avion multirôle de ravitaillement en vol et de transport (MRTT) KC-30A et, après la mise en service, CAE fournira maintenant des services de formation complets, y compris des services d'instruction en classe et sur simulateur, aux RAAF.

Prolongation de vie et mise à niveau des plateformes de systèmes d'armes

Les constructeurs prolongent la durée de vie des plateformes de systèmes d'armes en créant pour elles des mises à niveau ou en ajoutant des caractéristiques nouvelles, ce qui augmente la demande en mise à niveau des simulateurs en vue de satisfaire aux nouvelles normes. Ainsi, plusieurs constructeurs OEM proposent aux forces armées du monde entier qui utilisent des appareils C-130 une série de mises à niveau des logiciels d'avionique, ce qui rend nécessaires d'importantes mises à niveau des systèmes de formation pour les appareils C-130 déjà en exploitation ou d'éventuels nouveaux systèmes de formation pour ces appareils. C'est le cas aux États-Unis, où Boeing est le maître d'œuvre clé pour le programme de modernisation de l'avionique (AMP) du C-130 pour l'USAF, et CAE développe pour Boeing de nouveaux dispositifs de formation pour l'AMP du C-130. L'USAF modernise également 52 anciens appareils C-5, les faisant passer à la configuration C-5M qui comprend une mise à niveau des logiciels d'avionique et un programme de réingénierie. Au deuxième trimestre de l'exercice 2011, nous avons remporté un appel d'offres concurrentiel visant la mise à niveau des dispositifs de formation pour les C-5 de l'USAF durant les prochaines années. L'obtention du contrat visant le système d'entraînement de l'équipage du KC-135 de l'USAF a permis à CAE de mettre à niveau les dispositifs d'entraînement KC-135, ce qui est nécessaire en raison des importantes mises à niveau des aéronefs et l'obsolescence des simulateurs, et CAE a récemment obtenu une modification de contrat en vue de mettre à niveau 11 simulateurs KC-135, laquelle s'ajoute au contrat visant les services d'entraînement de l'équipage du KC-135.

Coût élevé de l'utilisation de ressources réelles aux fins de la formation, qui se traduit par un recours accru à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison du plus grand réalisme, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers.

Nature actuelle des conflits armés, qui nécessitent la formation de forces interarmées et des répétitions de missions en coopération*Demande de réseautage*

Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes.

Adoption grandissante de la formation synthétique pour la répétition de missions

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en formation. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions de bout en bout dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Par exemple, au centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien de CAE au Royaume-Uni, CAE a fourni un entraînement préalable au déploiement à la Royal Air Force et à d'autres forces alliées avant leur déploiement en Afghanistan.

Demande croissante pour la formation traditionnelle à la maison mère

À mesure que les États-Unis et leurs alliés réduisent le déploiement de leurs troupes de renfort des activités en Irak et en Afghanistan, il y aura une augmentation de la demande pour la formation traditionnelle à la maison mère. Lorsque les troupes ne participent pas à des opérations réelles, les forces armées doivent s'entraîner pour maintenir leurs aptitudes et leur préparation aux missions. La plupart des organisations militaires s'attendent à un rééquilibrage de la formation sur appareil et de la formation virtuelle et constructive. Par exemple, pour réaliser des économies, l'armée américaine prévoit réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive. Cela entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Toutefois, la plupart des organisations militaires prévoient également réduire leurs niveaux de force, ce qui se répercutera sur l'infrastructure de formation nécessaire actuelle et future.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les professionnels de la santé à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux professionnels de la santé des outils réalistes très complets pour les aider à raffiner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la simulation et la modélisation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les modules et programmes de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux apprenants du domaine de la santé d'intervenir rapidement lors de mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux chirurgiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, notamment bronchoscopies, endoscopies et remplacement des valves cardiaques. Nos simulateurs d'échographie associent l'apprentissage en ligne, un mannequin et un affichage 3D animé en temps réel permettant aux étudiants et aux médecins de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos programmes d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que les expériences et l'évaluation autogérées. Les solutions de notre centre de simulation médicale sont conçues pour simplifier la logistique entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement, de débriefing et de planification des événements, de même que l'apprentissage.

Durant le trimestre, nous avons acquis Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical. Grâce à cette acquisition, CAE accède à un marché mondial important, élargit de façon considérable sa gamme de produits et services et devient un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé. Les activités principales de METI sont situées dans un établissement ultramoderne à Sarasota, en Floride (États-Unis), ainsi qu'en Hongrie et en Allemagne. METI compte plus de 200 employés et travaille avec une équipe de 50 formateurs cliniques. La gamme complète de simulateurs METI, qui inclut le bébé, l'enfant et l'adulte, est conçue pour reproduire des scénarios médicaux, y compris des traumatismes, des arrêts cardiaques, des surdoses de drogue et les effets du bioterrorisme. Grâce à l'acquisition de METI, CAE Santé bénéficie d'une vaste plateforme sur laquelle appuyer sa gamme complète de solutions. Quelque 6 000 simulateurs METI sont utilisés dans le monde par des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités du domaine de la formation en soins de santé. METI possède un réseau de plus de 40 distributeurs dans 40 pays.

Tendances et perspectives commerciales

Aujourd'hui, le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les cliniciens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies. Nous nous engageons à fournir des outils d'apprentissage à la fine pointe de la technologie ainsi que des plateformes d'intégration dont les pédagogues ont besoin pour modifier complètement le processus d'apprentissage et pour satisfaire aux normes les plus strictes.

La simulation médicale permet aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation du personnel des soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des cliniciens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux cliniciens la possibilité de se pratiquer à soigner des problèmes aigus comme les obstructions des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique (diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes), on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie l'application par excellence pour la simulation dans le secteur des soins de santé.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables découlant de la technologie et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients sur les options technologiques de remplacement en chirurgie et les autres procédures médicales ont aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies TI et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les médecins l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation.

Pénurie de fournisseurs de services

La médecine spécialisée est appelée à connaître une pénurie, notamment en ce qui concerne les chirurgiens de médecine générale, les ophtalmologistes, les chirurgiens orthopédistes, les urologues, les psychiatres et les radiologistes. Le nombre de diplômés universitaires s'engageant dans les soins de première ligne ou la médecine familiale n'a cessé de baisser en raison de l'attrait de la médecine spécialisée, à laquelle sont associés une charge de travail moins élevée, des honoraires plus attrayants, une plus grande présence de la technologie et un style de vie moins exigeant qui en font une solution attrayante. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie le besoin de soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié à la rotation de personnel dans les hôpitaux. D'ici 2014, selon le ministère américain de la Santé et des Services à la personne, le pays aura besoin de nouveaux infirmiers à hauteur de 1,2 million pour répondre à la demande, de 500 000 pour remplacer ceux qui quittent la profession et de 700 000 pour satisfaire à la demande croissance de services infirmiers. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Afrique du Sud, en Australie, en Inde, au Kazakhstan, au Brésil, au Pérou et au Chili. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires au moyen de la livraison de solutions dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos solutions sont constituées d'un ou de plusieurs produits et services provenant de nos cinq secteurs d'activité. Nous fournissons des logiciels de gestion des données géotechniques, de modélisation géologique aux fins de l'évaluation économique, de la stratégie minière, de la conception et de la production. Nos services de consultation fournissent des conseils sur les études de concept, de pré faisabilité et de faisabilité ainsi que des services de planification des mines aux fins de l'exploitation minière. Nos services de formation vont de l'acquisition des rudiments nécessaires à l'utilisation des logiciels au perfectionnement professionnel approfondi couvrant les techniques multidisciplinaires complexes. Nos appareils de détection à distance servent à saisir des images du front de taille afin de créer des images 3D aux fins de l'analyse structurelle. Nos centres d'activités fournissent des services en matière de conception, de construction, d'intégration et de gestion des centres d'exploitation.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser les rendements des mines en exploitation;
- Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la hausse du prix des matières premières;
- Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Enjeux de sécurité.

Besoin accru d'efficacité opérationnelle afin d'optimiser les rendements des mines en exploitation

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé. À l'heure actuelle, le prix des métaux est élevé et le coût de l'énergie est bas, mais des facteurs comme le prix du carbone et la volatilité du prix des métaux exerceront bientôt des pressions considérables sur les marges. Afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, le secteur doit adopter une stratégie différente qui privilégie la récupération de métal au lieu de la capacité.

Intensification de l'activité d'exploration et d'extraction en raison de la hausse du prix des matières premières

Le prix des marchandises est déterminé par l'offre et la demande. L'accroissement de la consommation et de l'urbanisation dans les marchés émergents alimente l'augmentation de la demande pour les matières premières, en particulier les matériaux en vrac comme le minerai de fer et le charbon, alors que la conjoncture économique aux États-Unis et en Europe freine la croissance des marchés parvenus à maturité.

Les plus grandes sociétés minières au monde ont annoncé de concert un investissement de plus de 300 milliards \$ pour des programmes d'investissement, dont plus de 120 milliards \$ sont prévus pour l'année 2011. Les investissements sont de plus en plus axés sur les gisements situés dans des régions éloignées, ou sur ceux dont l'exploitation est plus exigeante. La plus grande part de l'activité d'exploration est effectuée par de jeunes sociétés minières qui investissent dans des programmes de forage afin de déterminer l'importance des ressources minérales et des réserves de minerai.

Pénurie de compétences en raison de l'expansion rapide dans de nouvelles mines

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en oeuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Les teneurs moyennes sont en baisse alors que la consommation d'énergie est en hausse, entraînant un changement important du prix de base du secteur. Les grandes sociétés minières doivent disposer d'une expertise multidisciplinaire pour surmonter les défis complexes auxquels est confronté le secteur.

Enjeux de sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

4. VARIATIONS DE CHANGE

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	30 septembre 2011	30 juin 2011	Augmentation	31 mars 2011	Augmentation
Dollar américain (\$US)	1,04	0,96	8 %	0,97	7 %
Euro (€)	1,40	1,40	-	1,38	1 %
Livre sterling (£)	1,62	1,55	5 %	1,56	4 %

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	30 septembre 2011	30 juin 2011	Augmentation (diminution)	30 septembre 2010	Augmentation (diminution)
Dollar américain (\$US)	0,98	0,97	1 %	1,04	(6 %)
Euro (€)	1,38	1,39	(1 %)	1,34	3 %
Livre sterling (£)	1,58	1,58	-	1,61	(2 %)

Pour le trimestre, la conversion des résultats de nos filiales autonomes à l'étranger en dollars canadiens s'est traduite par une diminution de 5,3 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 0,8 million \$ du résultat net par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Pour le premier semestre de l'exercice 2012, la conversion des résultats de nos filiales autonomes à l'étranger s'est traduite par une diminution de 5,5 millions \$ des produits des activités ordinaires et de 1,2 million \$ du résultat net par rapport au premier semestre de l'exercice 2011.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– Notre réseau de centres de formation

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées dans notre réseau de centres de formation le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des centres et le montant net des investissements. Selon les IFRS, les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans la différence de conversion (autres réserves), qui est présentée dans la section capitaux propres de l'état de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Allemagne, États-Unis, Royaume-Uni, Australie et Inde)

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et de matériels qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques actuels de volatilité accrue du taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

5. MESURES HORS PCGR ET AUTRES MESURES FINANCIÈRES

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres pour voir d'où provient notre capital.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas des secteurs FS/C et NMP, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, de même que le montant net des autres (profits) pertes.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et remis en service commercial.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel compte non tenu du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des activités abandonnées et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

6. RÉSULTATS CONSOLIDÉS

6.1 Résultat opérationnel – Deuxième trimestre de l'exercice 2012

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>		T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$	433,5	427,9	465,6	410,8	388,0
Coût des ventes	\$	296,0	288,3	311,0	274,8	258,8
Marge brute ²	\$	137,5	139,6	154,6	136,0	129,2
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	31,7	32,6	33,2	33,1	33,3
Frais de recherche et de développement ²	\$	15,9	15,2	12,9	9,2	9,8
Frais de vente, généraux et d'administration	\$	59,8	62,3	67,1	61,4	55,2
Autres (profits) pertes – montant net	\$	(2,1)	(9,9)	(3,2)	(4,9)	(4,6)
Résultat opérationnel ²	\$	63,9	72,0	77,8	70,3	68,8
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	%	14,7	16,8	16,7	17,1	17,7
Produits financiers	\$	(2,3)	(1,2)	(1,2)	(1,1)	(1,1)
Charges financières	\$	17,2	16,1	16,4	16,7	16,1
Charges financières – montant net	\$	14,9	14,9	15,2	15,6	15,0
Résultat avant impôts sur le résultat	\$	49,0	57,1	62,6	54,7	53,8
Charge d'impôt sur le résultat	\$	10,3	13,6	16,6	15,8	14,4
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	%	21	24	27	29	27
Résultat net	\$	38,7	43,5	46,0	38,9	39,4
Attribuable aux :						
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$	38,4	43,1	45,5	38,5	39,1
Participations ne donnant pas le contrôle	\$	0,3	0,4	0,5	0,4	0,3
	\$	38,7	43,5	46,0	38,9	39,4
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						
De base	\$	0,15	0,17	0,18	0,15	0,15
Dilué	\$	0,15	0,17	0,18	0,15	0,15

Produits des activités ordinaires en hausse de 1 % par rapport au dernier trimestre et de 12 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 5,6 millions \$ par rapport à ceux du dernier trimestre. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 8,9 millions \$, soit 78 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI qui a été acquise au cours du trimestre;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 6,5 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la hausse des niveaux de production attribuable à la hausse des prises de commandes;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont baissé de 5,7 millions \$, soit 8 %, principalement en raison de la diminution de l'activité dans notre division Services professionnels en Amérique du Nord;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont diminué de 4,9 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de l'incidence défavorable de la demande saisonnière plus faible en Europe et en Amérique du Nord. La baisse a été neutralisée en partie par l'incidence favorable qu'a eu l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M sont demeurés stables.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 45,5 millions \$ par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice 2011. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 29,6 millions \$, soit 47 %, principalement attribuable à l'intensification de la production découlant de la progression des prises de commandes et aux produits des activités ordinaires supérieurs comptabilisés à l'égard de simulateurs déjà construits pour lesquels nous avons signé des contrats de vente ce trimestre, ces facteurs ayant été annulés en partie par des taux de couverture moins favorables;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont enregistré une hausse de 12,2 millions \$, soit 151 %, principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI qui a été acquise durant le trimestre, ainsi que de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 9,2 millions \$, soit 8 %, principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Europe ainsi que dans les marchés émergents, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation au pilotage de CHC Helicopter. L'augmentation a été annulée en partie par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la contribution moindre de l'Académie mondiale CAE;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont enregistré une baisse de 4,3 millions \$, soit 6 %, principalement attribuable à la diminution du niveau d'activité dans notre division Services professionnels aux États-Unis et de l'activité de formation en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M sont demeurés stables.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 861,4 millions \$, en hausse de 14 % ou de 107,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont enregistré une hausse de 48,7 millions \$, soit 37 %, principalement attribuable à l'intensification de la production découlant de la progression des prises de commandes et de la composition des produits des activités ordinaires, ces facteurs ayant été annulés en partie par des taux de couverture moins favorables;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont enregistré une hausse de 23,3 millions \$, soit 11 %, principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Europe ainsi que dans les marchés émergents, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation au pilotage de CHC Helicopter. L'augmentation a été annulée en partie par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la contribution moindre de l'Académie mondiale CAE;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont enregistré une hausse de 18,2 millions \$, soit 7 %, principalement attribuable à l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre de certains programmes aux États-Unis et à l'intégration de la division Technology Assisted Learning (TAL) de RTI International, acquise en février 2011. L'augmentation a été annulée en partie par l'activité moindre au titre de nos programmes de formation sur hélicoptères en Australie, la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011 et les différences de change défavorables à la conversion des résultats des activités aux États-Unis;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont enregistré une hausse de 15,9 millions \$, soit 101 %, principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI qui a été acquise durant le trimestre, ainsi qu'à la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M sont demeurés stables.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en baisse de 8,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 4,9 millions \$ par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel s'est établi à 63,9 millions \$ ce trimestre, soit 14,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 72,0 millions \$, soit 16,8 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 68,8 millions \$, soit 17,7 % des produits des activités ordinaires, au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Exclusion faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI durant le trimestre, le résultat opérationnel se serait établi à 72,3 millions \$.

Le résultat opérationnel a diminué de 11 % par rapport au trimestre précédent. Les baisses respectives de 7,9 millions \$, de 6,0 millions \$ et de 1,3 million \$ pour les secteurs FS/C, NMP et FS/M ont été partiellement neutralisées par les hausses de 5,0 millions \$ et de 2,1 millions \$ attribuables aux secteurs PS/C et PS/M, respectivement.

Le résultat opérationnel a diminué de 7 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Les baisses respectives de 7,3 millions \$, de 4,2 millions \$ et de 4,2 millions \$ pour les secteurs NMP, PS/M et FS/M ont été partiellement neutralisées par les hausses de 6,8 millions \$ et de 4,0 millions \$ attribuables aux secteurs PS/C et FS/C, respectivement.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2012, le résultat opérationnel s'est établi à 135,9 millions \$, en hausse de 1,4 million \$ ou de 1 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses respectives de 12,7 millions \$ et de 6,9 millions \$ des secteurs FS/C et PS/C ont été contrebalancées en partie par les baisses de 8,0 millions \$, de 7,5 millions \$ et de 2,7 millions \$ des secteurs NMP, FS/M et PS/M, respectivement. Exclusion faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI durant le trimestre, le résultat opérationnel des six premiers mois de l'exercice 2012 se serait établi à 144,3 millions \$.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières stable par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le montant net des charges financières est demeuré stable par rapport au trimestre précédent. L'augmentation de la charge d'intérêts découlant essentiellement du nouveau placement privé de billets de premier rang effectué ce trimestre a été contrebalancée par la hausse du produit d'intérêts sur les comptes débiteurs à long terme.

Le montant net des charges financières est demeuré stable par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation de la charge d'intérêts découlant essentiellement de la hausse du volume de la dette et des autres charges financières a été contrebalancée par l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations en cours et du produit d'intérêts sur les comptes débiteurs à long terme.

Pour les six premiers mois de l'exercice 2012, le montant net des charges financières s'est établi à 29,8 millions \$, en hausse de 0,6 million \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse du volume de la dette et des autres charges financières, contrebalancée en partie par l'augmentation des intérêts inscrits à l'actif au titre des immobilisations en cours et du produit d'intérêts sur les comptes débiteurs à long terme.

Taux d'impôt effectif de 21 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 10,3 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 21 %, comparativement à 24 % au trimestre précédent et à 27 % au deuxième trimestre de l'exercice 2011. Pour les six premiers mois de l'exercice 2012, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 23,9 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 23 %, comparativement à 28 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La baisse du taux d'impôt effectif ce trimestre est essentiellement attribuable à la comptabilisation d'actifs d'impôt qui n'avaient pas été comptabilisés antérieurement au titre des pertes opérationnelles nettes aux États-Unis découlant de l'acquisition de METI ce trimestre.

Exclusion faite de cet élément, les impôts sur le résultat se seraient chiffrés à 13,5 millions \$ ce trimestre, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 28 %.

6.2 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 3 648,2 millions \$ à la fin du trimestre. De nouvelles commandes de 563,4 millions \$ ont été enregistrées pendant le trimestre, alors que des produits des activités ordinaires de 433,5 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes. L'ajustement positif de 55,1 millions \$ s'explique en grande partie par la conversion des monnaies étrangères.

Carnet de commandes en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2011	Semestre clos le 30 septembre 2011
Carnet de commandes en début de période	3 463,2 \$	3 449,0 \$
+ commandes	563,4	1 014,3
- produits des activités ordinaires	(433,5)	(861,4)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	55,1	46,3
Carnet de commandes en fin de période	3 648,2 \$	3 648,2 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,30. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,15.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

7. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).
- Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs sont comptabilisées au coût au niveau consolidé et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 27,6	35,5	25,3	24,2	23,6
	% 23,2	28,6	20,9	21,4	21,5
Produits de simulation – Civil	\$ 14,7	9,7	9,4	7,9	7,9
	% 15,9	11,3	12,3	11,8	12,5
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 20,9	18,8	34,0	28,6	25,1
	% 15,4	13,9	19,0	18,6	18,3
Formation et services associés – Militaire	\$ 9,3	10,6	12,0	10,9	13,5
	% 14,2	14,9	15,4	16,5	19,3
Nouveaux marchés principaux	\$ (8,6)	(2,6)	(3,9)	(1,3)	(1,3)
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	\$ 63,9	72,0	76,8	70,3	68,8
Reprise de la charge de restructuration	\$ -	-	1,0	-	-
Résultat opérationnel	\$ 63,9	72,0	77,8	70,3	68,8

Capital utilisé³

<i>(en millions)</i>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	\$ 1 149,7	1 083,8	1 070,0	1 019,1	1 048,3
Produits de simulation – Civil	\$ 62,9	83,4	58,7	86,8	83,5
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	\$ 262,5	282,7	197,9	224,1	189,4
Formation et services associés – Militaire	\$ 190,7	205,2	177,7	182,4	190,9
Nouveaux marchés principaux	\$ 181,9	44,6	40,4	33,5	26,3
	\$ 1 847,7	1 699,7	1 544,7	1 545,9	1 538,4

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

7.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Nous avons annoncé, par l'intermédiaire d'Emirates-CAE Flight Training (ECFT), la coentreprise établie entre le groupe Emirates et CAE, l'ouverture d'un deuxième établissement à Dubaï (Émirats arabes unis) en 2012 en vue de fournir de la capacité de formation additionnelle aux pilotes et aux techniciens de maintenance des nouvelles compagnies aériennes de la région;
- Nous avons annoncé, en collaboration avec Baltic Aviation Academy (BAA), une société établie à Vilnius (Lituanie), la signature d'un accord en vertu duquel nous devenons le fournisseur privilégié de BAA en matière de simulateurs de vol. Au départ, BAA louera un simulateur Airbus A320 auprès de CAE et l'installera à Vilnius. Nous aurons accès au marché et fournirons aux clients de BAA en Europe de l'Est et dans la Communauté des États indépendants la formation au pilotage sur divers modèles d'aéronefs aux centres de formation CAE en Europe;
- Nous avons annoncé que nous mettons en place des activités de formation au pilotage sur les appareils Airbus A320, Boeing 737NG et Boeing 737 Classic à l'aéroport Prague-Ruzyně en République tchèque. Nous déménagerons un simulateur de vol B737NG au centre de formation de Czech Airlines (CSA). Nous fournirons également la formation avec ou sans instructeurs à des tiers sur deux simulateurs appartenant à Czech Airlines – un Boeing 737 Classic et un A320;
- Nous avons annoncé, en collaboration avec Bombardier, l'ajout d'un simulateur de niveau D pour la formation sur Challenger 300 qui sera mis en service au centre de formation de Bombardier à Montréal (Canada) au second semestre de l'année civile 2012;
- Nous avons annoncé l'installation d'un nouveau simulateur à notre centre de formation CAE SimuFlite de Dallas/Fort Worth, au Texas (États-Unis), visant la prestation de services de formation aux exploitants d'appareils de type Gulfstream G450 et Gulfstream G550;
- Nous avons lancé l'école virtuelle de formation au sol CAE Simfinity^{MC}, le premier programme de formation périodique réglementé sur le Web pour les pilotes d'avions d'affaires à avoir obtenu l'approbation de la Federal Aviation Administration (FAA) américaine, ce qui renforce notre position d'innovateur en matière de formation;
- Nous avons lancé CAE RealCase, un programme qui nous permet d'être la première entreprise de formation des pilotes d'avions d'affaires à intégrer à ses cours des scénarios basés sur des événements récents qui reposent sur la méthode d'enseignement éprouvée de l'étude de cas.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

(en millions, sauf les marges opérationnelles)

		T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$	211,7	210,1	197,2	179,9	172,9
Résultat opérationnel sectoriel	\$	42,3	45,2	34,7	32,1	31,5
Marges opérationnelles	%	20,0	21,5	17,6	17,8	18,2
Carnet de commandes	\$	1 466,0	1 311,6	1 290,3	1 098,5	1 000,0

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,59 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,35.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 245,5 millions \$, notamment :

- Un accord par l'intermédiaire du Centre d'excellence de l'aviation asiatique, une coentreprise entre CAE et AirAsia, portant sur l'ensemble de la formation des pilotes, des membres d'équipage, des techniciens de maintenance et du personnel de service au sol d'AirAsia. Cet accord est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2011;
- Une prolongation de contrats de formation au pilotage avec TAM Linhas Aereas, la plus importante compagnie aérienne d'Amérique latine;
- Un nouveau contrat avec GoJet Airlines LLC, une filiale en propriété exclusive de Trans States Holdings Inc., portant sur la formation au pilotage sur Bombardier CRJ700;
- Un nouveau contrat avec Hainan Aviation Academy (Chine) portant sur la formation au pilotage sur Hawker Beechcraft 800, 800XP et 800XPi;
- Une prolongation d'un contrat de formation au pilotage avec XOJET portant sur la formation au pilotage sur Bombardier Challenger 300, Cessna Citation X et Hawker Beechcraft 800XP;
- Un nouveau contrat avec une compagnie aérienne régionale espagnole portant sur la formation au pilotage;
- Une prolongation d'un accord de services de formation sur A320 avec Silk Air à Singapour;
- Un nouveau contrat avec un exploitant d'avions d'affaires chinois portant sur la formation au pilotage sur les appareils Bombardier, Gulfstream et Hawker Beechcraft;
- Un nouveau contrat avec une importante société d'exploitation d'appareils en copropriété portant sur la formation au pilotage et à la maintenance sur Embraer 300.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)

	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 119,1	124,0	121,0	113,2	109,9
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 27,6	35,5	25,3	24,2	23,6
Marges opérationnelles	% 23,2	28,6	20,9	21,4	21,5
Dotation aux amortissements	\$ 20,0	19,6	19,5	18,9	18,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 39,0	23,3	27,5	17,1	22,4
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,4	1,9	2,3	2,8	1,1
Capital utilisé	\$ 1 149,7	1 083,8	1 070,0	1 019,1	1 048,3
Carnet de commandes	\$ 1 125,4	970,5	986,5	774,2	695,3
Unités NESA ⁴	139	137	132	132	131
FFS déployés	165	160	156	152	151

Les chiffres correspondants de l'exercice 2011 ont été retraités afin d'exclure les données du secteur NMP.

Produits des activités ordinaires en baisse de 4 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 8 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'incidence défavorable de la demande saisonnière plus faible en Europe et en Amérique du Nord. La baisse a été neutralisée en partie par l'incidence favorable qu'a eue l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la contribution moindre de l'Académie mondiale CAE.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 243,1 millions \$, en hausse de 23,3 millions \$ ou de 11 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Europe ainsi que dans les marchés émergents, de même qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. L'augmentation a été en partie annulée par l'incidence défavorable de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain et par la contribution moindre de l'Académie mondiale CAE.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 22 % par rapport au trimestre précédent et en hausse de 17 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 27,6 millions \$ (23,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 35,5 millions \$ (28,6 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 23,6 millions \$ (21,5 % des produits des activités ordinaires) pour le deuxième trimestre de l'exercice 2011.

Le résultat opérationnel sectoriel a diminué de 7,9 millions \$, soit 22 %, par rapport au trimestre précédent. La diminution est surtout attribuable à la baisse de 5,9 millions \$ des profits liés aux initiatives de croissance stratégique par rapport au trimestre précédent. En outre, le résultat opérationnel sectoriel a été moins élevé en raison de la demande saisonnière plus faible, comme il a été mentionné précédemment. La baisse a été en partie annulée par l'incidence favorable de l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 4,0 millions \$, soit 17 %, par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011. L'augmentation est attribuable essentiellement à la progression du résultat opérationnel sectoriel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe et dans les marchés émergents. De plus, le résultat opérationnel sectoriel a bénéficié de l'incidence favorable de la réévaluation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie libellés en monnaies étrangères et de l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre de l'Académie mondiale CAE.

Depuis le début de l'exercice, le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 63,1 millions \$ (26,0 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 12,7 millions \$, soit 25 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable essentiellement aux profits liés aux initiatives d'expansion stratégique et à la progression du résultat opérationnel sectoriel en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe et dans les marchés émergents, ainsi qu'à l'intégration dans nos résultats des activités de formation de CHC Helicopter. Cette hausse a été neutralisée en partie par la contribution moindre de l'Académie mondiale CAE.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 39,0 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 5,2 millions \$ ce trimestre et les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 33,8 millions \$. Comme les tendances commerciales et les perspectives du secteur de l'aviation civile indiquent une croissance mondiale continue, nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation pour suivre le rythme de croissance de nos clients, en particulier dans les marchés émergents, tant dans le secteur de l'aviation commerciale que dans celui de l'aviation d'affaires.

Capital utilisé en hausse de 65,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation du capital utilisé découle essentiellement de l'incidence des fluctuations des taux de change et des investissements dans notre réseau; ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse des investissements en fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes de 1 125,4 millions \$ à la fin du trimestre

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2011	Semestre clos le 30 septembre 2011
Carnet de commandes en début de période	970,5 \$	986,5 \$
+ commandes	245,5	350,4
- produits des activités ordinaires	(119,1)	(243,1)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	28,5	31,6
Carnet de commandes en fin de période	1 125,4 \$	1 125,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 2,06. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,51.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 8 FFS suivants :

- Un FFS Airbus A320 au Centre d'excellence de l'aviation asiatique, une coentreprise entre CAE et AirAsia;
- Un FFS Airbus A320 à NITA/ministère des Transports de la Russie;
- Un FFS Airbus A330 à Gulf Aviation Academy;
- Un FFS Airbus A330 à Lufthansa Flight Training GmbH;
- Un FFS Airbus A380 à Thai Airways International;
- Un FFS Boeing 777-300ER à Cathay Pacific Airways;
- Un FFS Boeing 777-300ER à un client dont l'identité demeure confidentielle;
- Un FFS Embraer Phenom 100 au China Southern West Australian Flying College, une coentreprise entre CAE et China Southern Airlines aussi connue sous le nom d'Académie mondiale CAE – Perth.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C est de 19 pour l'exercice.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 92,6	86,1	76,2	66,7	63,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 14,7	9,7	9,4	7,9	7,9
Marges opérationnelles	% 15,9	11,3	12,3	11,8	12,5
Dotation aux amortissements	\$ 1,8	1,8	1,6	1,8	1,8
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 1,1	1,1	1,3	1,4	2,5
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 5,7	3,9	4,4	4,0	2,9
Capital utilisé	\$ 62,9	83,4	58,7	86,8	83,5
Carnet de commandes	\$ 340,6	341,1	303,8	324,3	304,7

Produits des activités ordinaires en hausse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 47 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'intensification des niveaux de production attribuable à la hausse des prises de commandes.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable à l'intensification de la production découlant de la progression des prises de commandes et aux produits des activités ordinaires supérieurs comptabilisés à l'égard de simulateurs déjà construits pour lesquels nous avons signé des contrats de vente ce trimestre, ces facteurs ayant été annulés en partie par des taux de couverture moins favorables.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 178,7 millions \$, en hausse de 37 % ou de 48,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est surtout attribuable à l'intensification de la production découlant de la progression des prises de commandes et à la composition des produits des activités ordinaires; ces facteurs ayant été annulés en partie par des taux de couverture moins favorables.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 52 % par rapport au trimestre précédent et de 86 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 14,7 millions \$ (15,9 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 9,7 millions \$ (11,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 7,9 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'amélioration des marges sur les projets, à la hausse de volume et à la baisse des frais de vente, généraux et d'administration. Elle a été contrebalancée en partie par l'incidence défavorable de la réévaluation des comptes de fonds de roulement hors trésorerie libellés en monnaies étrangères.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'explique surtout par la hausse de volume et l'amélioration des marges sur les projets, contrebalancées en partie par des taux de couvertures moins favorables.

Le résultat opérationnel sectoriel des six premiers mois de l'exercice s'est établi à 24,4 millions \$ (13,7 % des produits des activités ordinaires), en hausse de 39 % ou de 6,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique surtout par la hausse de volume et l'amélioration des marges sur les projets, contrebalancées en partie par des taux de couvertures moins favorables.

Capital utilisé en baisse de 20,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une baisse des stocks et une hausse du passif au titre des contrats en cours, découlant essentiellement de l'augmentation des prises de commandes, contrebalancée en partie par la baisse des comptes créditeurs et charges à payer.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2011	Semestre clos le 30 septembre 2011
Carnet de commandes en début de période	341,1 \$	303,8 \$
+ commandes	91,4	216,3
- produits des activités ordinaires	(92,6)	(178,7)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	0,7	(0,8)
Carnet de commandes en fin de période	340,6 \$	340,6 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,99. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,12.

7.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

- Nous avons, conjointement avec Aeronautics, un important constructeur et fournisseur de drones, signé une entente d'association stratégique qui fait de CAE le fournisseur privilégié de solutions de simulation et d'entraînement aux missions pour les drones d'Aeronautics;
- Nous avons mis à niveau le simulateur de vol et de missions (FFMS) C-130J Hercules de la Royal Australian Air Force (RAAF) afin de fournir des capacités de formation tactique supplémentaires. Nous avons modernisé le simulateur en l'équipant d'un nouveau récepteur d'alerte radar (RWR), qui sera utilisé pour fournir aux membres d'équipage C-130J de la RAAF des alertes de détection lointaine des menaces pendant la formation;
- Nous avons, en partenariat avec Hawker Beechcraft, continué à soutenir la commercialisation de l'appareil de reconnaissance armé et léger AT-6. Nous avons présenté notre système de formation sur l'appareil AT-6 lors du congrès annuel de l'Air Force Association à Washington, dans le district de Columbia;
- Nous avons conclu un accord avec Rossell India Ltd, sous réserve de l'approbation des autorités indiennes, portant sur la création d'une société en Inde qui fournirait des solutions de simulation et de formation destinées à des projets portant sur les obligations relatives aux dépenses locales qui ont cours en Inde dans le secteur de l'aéronautique et de la défense.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 201,5	206,4	257,3	219,8	207,0
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 30,2	29,4	46,0	39,5	38,6
Marges opérationnelles	% 15,0	14,2	17,9	18,0	18,6
Carnet de commandes	\$ 2 182,2	2 151,6	2 158,7	2 126,4	2 199,9

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,02 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,98.

Les commandes non financées des secteurs militaires combinés s'établissaient à 280,2 millions \$ au 30 septembre 2011.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 135,4 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Six entraîneurs au vol opérationnel (OFT) supplémentaires pour les Forces armées américaines. CAE développera aussi une série d'entraîneurs de bureau;
- Un simulateur d'hélicoptère AW139 de Série CAE 3000 pour un client au Moyen-Orient;
- Une série de mises à niveau des entraîneurs au vol opérationnel (OFT) sur KC-135. Cette modification de contrat a été accordée aux termes du programme portant sur le système d'entraînement de l'équipage (ATS) du KC-135;
- Un contrat portant sur le développement de deux simulateurs d'équipage multiple (MCS) destinés au programme de premier cycle pour les élèves-officiers de l'U.S. Navy;
- Plusieurs mises à niveau des simulateurs de missions Tornado de la Force aérienne allemande.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles)

		T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$	136,0	135,2	179,3	153,7	137,2
Résultat opérationnel sectoriel	\$	20,9	18,8	34,0	28,6	25,1
Marges opérationnelles	%	15,4	13,9	19,0	18,6	18,3
Dotation aux amortissements	\$	2,9	2,7	2,9	2,7	2,6
Dépenses en immobilisations corporelles	\$	3,0	2,8	3,2	2,5	2,6
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$	4,3	3,5	3,8	4,2	2,4
Capital utilisé	\$	262,5	282,7	197,9	224,1	189,4
Carnet de commandes	\$	907,4	897,8	888,7	883,0	922,2

Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. Les progrès significatifs réalisés au titre de divers programmes en Amérique du Nord ont été annulés par la baisse de l'activité au titre des programmes en Europe.

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011. La baisse du volume au titre de nos programmes en Europe et de nos programmes de formation sur hélicoptères en Australie a été en partie compensée par l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre de nos programmes aux États-Unis et des produits des activités ordinaires découlant de l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 271,2 millions \$, en hausse de 7 % ou de 18,2 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse découle essentiellement de l'augmentation des produits des activités ordinaires au titre de certains programmes aux États-Unis et de l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011; elle a été annulée en partie par l'activité moindre au titre de nos programmes de formation sur hélicoptères en Australie, la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011 et les différences de change défavorables à la conversion des résultats des activités aux États-Unis.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 11 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 17 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 20,9 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,8 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 25,1 millions \$ (18,3 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2011.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par l'amélioration des marges au titre des programmes en Amérique du Nord en raison de la baisse des frais de recherche et de développement ainsi que des frais de vente, généraux et d'administration; elle a été contrebalancée en partie par le recul du volume et l'incidence défavorable sur les programmes en Europe.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par une baisse de volume au titre des programmes en Europe et une hausse des frais de recherche et développement ce trimestre, ainsi que par un ajustement de prix favorable sur un contrat spécifique en Europe au deuxième trimestre de l'exercice 2011. La baisse a été compensée en partie par l'intensification de l'activité en Amérique du Nord et l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011.

Le résultat opérationnel sectoriel du premier semestre de l'exercice s'est établi à 39,7 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 6 % ou de 2,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse découle essentiellement de l'augmentation des frais de recherche et de développement de l'exercice en cours et de la fin d'un programme canadien de formation sur hélicoptères durant l'exercice 2011. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse du volume au titre des programmes aux États-Unis et l'intégration de la division TAL de RTI International, acquise en février 2011.

Capital utilisé en baisse de 20,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une diminution des comptes débiteurs et une augmentation des comptes créditeurs et charges à payer.

Carnet de commandes stable par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2011	Semestre clos le 30 septembre 2011
Carnet de commandes en début de période	897,8 \$	888,7 \$
+ commandes	135,4	281,6
- produits des activités ordinaires	(136,0)	(271,2)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	10,2	8,3
Carnet de commandes en fin de période	907,4 \$	907,4 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,0. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,91.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 70,8 millions \$, notamment :

- Un contrat avec Cassidian portant sur la prestation d'une série de services de maintenance et de soutien pour les simulateurs de missions Eurofighter et les entraîneurs aux postes de pilotage de la Force aérienne allemande pour les quatre prochaines années. Nous prenons également en charge le système visuel CAE Medallion sur les dispositifs d'entraînement Eurofighter, de même que les services de génération de scénarios pour la Force aérienne allemande;
- L'exercice d'une option par l'U.S. Air Force visant à reconduire pour une deuxième année les services d'entraînement des équipages fournis par CAE USA en tant que maître d'œuvre du programme ATS KC-135.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 65,5	71,2	78,0	66,1	69,8
Résultat opérationnel sectoriel	\$ 9,3	10,6	12,0	10,9	13,5
<i>Marges opérationnelles</i>	% 14,2	14,9	15,4	16,5	19,3
Dotations aux amortissements	\$ 4,0	3,9	5,1	3,0	3,2
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 2,6	3,0	3,2	1,2	1,9
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 0,3	0,2	0,3	0,2	0,2
Capital utilisé	\$ 190,7	205,2	177,7	182,4	190,9
Carnet de commandes	\$ 1 274,8	1 253,8	1 270,0	1 243,4	1 277,7

Produits des activités ordinaires en baisse de 8 % par rapport au trimestre précédent et de 6 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

La diminution par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à une diminution de l'activité de notre division Services professionnels en Amérique du Nord.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 est principalement attribuable à une diminution de l'activité de notre division Services professionnels aux États-Unis et de l'activité de formation en Europe.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 136,7 millions \$, ce qui est stable par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation des produits des activités ordinaires tirés du soutien en service au titre de certains contrats a été contrebalancée par la baisse des produits des activités ordinaires tirés de la formation en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse de 12 % par rapport au trimestre précédent et de 31 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 9,3 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, par rapport à 10,6 millions \$ (14,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 13,5 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) au deuxième trimestre de l'exercice 2011.

La diminution par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à l'augmentation graduelle du programme ATS sur le KC-135 aux États-Unis, en partie contrebalancée par l'exécution améliorée des programmes en Europe.

La diminution par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable au programme ATS sur le KC-135 aux États-Unis, aux marges plus faibles sur certains autres services de formation aux États-Unis et à la baisse du dividende reçu d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni.

Le résultat opérationnel sectoriel des six premiers mois de l'exercice s'est établi à 19,9 millions \$ (14,6 % des produits des activités ordinaires), en baisse de 27 % ou de 7,5 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique principalement par l'augmentation graduelle du programme ATS sur le KC-135 aux États-Unis, par les marges plus faibles sur certains autres services de formation aux États-Unis et par la baisse du dividende reçu d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni.

Capital utilisé en baisse de 14,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par une baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie, principalement en raison de la diminution des comptes débiteurs et de l'augmentation des comptes créditeurs et charges à payer.

Carnet de commandes en hausse de 2 % par rapport au trimestre précédent

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2011	Semestre clos le 30 septembre 2011
Carnet de commandes en début de période	1 253,8 \$	1 270,0 \$
+ commandes	70,8	134,3
- produits des activités ordinaires	(65,5)	(136,7)
+/- ajustements (principalement les différences de change)	15,7	7,2
Carnet de commandes en fin de période	1 274,8 \$	1 274,8 \$

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,08. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,15.

7.3 Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2012

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Nous avons acquis Medical Education Technologies, Inc. (METI), un chef de file mondial des technologies de simulation et des logiciels de formation dans le domaine médical, pour la somme de 130 millions \$US. Cette acquisition nous dote d'une gamme complète de simulateurs de patients, d'un système de gestion de centres de formation et d'une bibliothèque de modules de formation;
- Nous avons acquis les produits de simulation chirurgicale et la technologie de réalité amplifiée de Haptica. Le simulateur de colonne vertébrale et de chirurgie endoscopique ProMIS^{MC} de Haptica fera partie de notre gamme de produits de simulation chirurgicale.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Nous avons annoncé que CAE Mines a signé un accord exclusif visant à commercialiser la Sirovision de CSIRO, une technologie de saisie et d'analyse d'images 3D développée pour le secteur minier.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Une vente au Madigan Army Medical Center dans l'État de Washington (États-Unis);
- Une vente au Ft. Bragg Womack Army Medical Center en Caroline du Nord (États-Unis);
- Une vente au New York University Simulation Center dans l'État de New York (États-Unis);
- Une vente à la Western Carolina University en Caroline du Nord (États-Unis).

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- Systèmes de modélisation géologique et de planification minière à JSC Polymetal, en Russie;
- Systèmes de modélisation géologique et de planification minière ainsi que services professionnels à Negociación Minera Santa Maria de la Paz y Anexas S.A. de C.V. (Mexico), au Mexique;
- Systèmes de modélisation géologique et de planification minière à Yamana Gold Inc., au Brésil;
- Systèmes de modélisation géologique et de planification minière à un client en Afrique.

Résultats financiers*(en millions)*

	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011
Produits des activités ordinaires	\$ 20,3	11,4	11,1	11,1	8,1
Résultat opérationnel sectoriel	\$ (8,6)	(2,6)	(3,9)	(1,3)	(1,3)
Dotation aux amortissements	\$ 1,6	0,8	0,5	0,9	0,5
Dépenses en immobilisations corporelles	\$ 1,0	0,3	0,9	1,0	1,1
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	\$ 2,9	2,6	2,1	1,8	2,8
Capital utilisé	\$ 181,9	44,6	40,4	33,5	26,3

Produits des activités ordinaires en hausse de 78 % par rapport au trimestre précédent et de 151 % par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI qui a été acquise durant le trimestre.

L'augmentation par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI qui a été acquise durant le trimestre, ainsi que de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

Depuis le début de l'exercice, les produits des activités ordinaires se sont établis à 31,7 millions \$, en hausse de 101 % ou de 15,9 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI qui a été acquise durant le trimestre, ainsi que de la hausse des produits des activités ordinaires de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel en baisse par rapport au trimestre précédent et au deuxième trimestre de l'exercice 2011

Le résultat opérationnel sectoriel s'est chiffré à une valeur négative de 8,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à une valeur négative de 2,6 millions \$ au trimestre précédent et à une valeur négative de 1,3 million \$ au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel des six premiers mois de l'exercice s'est chiffré à une valeur négative de 11,2 millions \$ ce trimestre, en baisse de 8,0 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel du trimestre tient compte de charges de 8,4 millions \$ au titre de l'acquisition et de l'intégration de METI, acquise durant le trimestre. Ces coûts sont essentiellement composés d'indemnités de départ, de rationalisations d'actifs et de coûts d'acquisition.

Capital utilisé en hausse de 137,3 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique surtout par l'acquisition de METI durant le trimestre.

8. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, dont le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

8.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	Trimestres clos les			Semestres clos les	
	30 septembre	30 juin	30 septembre	2011	2010
	2011	2010	2011	2011	2010
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	61,9 \$	76,7 \$	72,2 \$	134,1 \$	147,0 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	67,3	(2,2)	(160,0)	(92,7)	(116,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	129,2 \$	74,5 \$	(87,8) \$	41,4 \$	30,3 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁵	(10,9)	(9,6)	(10,9)	(21,8)	(18,0)
Autres actifs	(4,2)	(3,8)	(4,8)	(9,0)	(8,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	3,5	1,3	23,7	27,2	1,3
Dividendes versés	(8,3)	(10,1)	(8,7)	(17,0)	(17,7)
Flux de trésorerie disponibles ⁵	109,3 \$	52,3 \$	(88,5) \$	20,8 \$	(12,9) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁵	(35,8)	(20,9)	(19,6)	(55,4)	(33,9)
Frais de développement inscrits à l'actif	(11,4)	(5,6)	(7,3)	(18,7)	(8,6)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	1,3	0,1	0,1	1,4	(8,0)
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(126,1)	(3,3)	-	(126,1)	(19,6)
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris)	(1,9)	-	(24,9)	(26,8)	(1,9)
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	6,1	2,6	0,2	6,3	3,0
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(58,5) \$	25,2 \$	(140,0) \$	(198,5) \$	(81,9) \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles positifs de 109,3 millions \$ ce trimestre

La progression par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie, en partie compensées par la baisse du produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles et des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

La progression par rapport au deuxième trimestre de l'exercice 2011 est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie, en partie compensées par la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Depuis le début de l'exercice, les flux de trésorerie disponibles ont affiché une valeur positive de 20,8 millions \$, en hausse de 33,7 millions \$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse du produit tiré de la cession d'immobilisations corporelles et aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie, ces facteurs ayant été en partie compensés par la baisse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et la hausse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 46,7 millions \$ ce trimestre

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 35,8 millions \$ ce trimestre et à 55,4 millions \$ pour les six premiers mois de l'exercice. Nous cherchons toujours à étendre sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, de même qu'en réaction à la demande de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 10,9 millions \$ ce trimestre et 21,8 millions \$ pour les six premiers mois de l'exercice.

Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, de 126,1 millions \$ ce trimestre

Les mouvements de trésorerie liés aux regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, découlent principalement de l'acquisition de METI ce trimestre.

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

9. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

9.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	30 septembre 2011	30 juin 2011	31 mars 2011
Utilisation du capital			
Actifs courants	1 053,7 \$	1 020,1 \$	1 049,2 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(227,1)	(180,9)	(276,4)
Passifs courants	(827,0)	(815,2)	(810,1)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	125,7	168,1	86,2
Fonds de roulement hors trésorerie ⁶	125,3 \$	192,1 \$	48,9 \$
Immobilisations corporelles, montant net	1 291,7	1 209,2	1 211,0
Autres actifs non courants	737,3	580,2	557,1
Autres passifs non courants	(542,3)	(498,5)	(500,3)
Total du capital utilisé	1 612,0 \$	1 483,0 \$	1 316,7 \$
Provenance du capital			
Partie courante de la dette à long terme	125,7 \$	168,1 \$	86,2 \$
Dette à long terme	720,2	533,3	574,0
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(227,1)	(180,9)	(276,4)
Dette nette ⁶	618,8 \$	520,5 \$	383,8 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	973,8	943,6	914,4
Participations ne donnant pas le contrôle	19,4	18,9	18,5
Provenance du capital	1 612,0 \$	1 483,0 \$	1 316,7 \$

Capital utilisé en hausse de 129,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des autres actifs non courants et des immobilisations corporelles, neutralisée en partie par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie et la hausse des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé (RCU)⁶ a été de 14,9 % ce trimestre.

Fonds de roulement hors trésorerie en baisse de 66,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La diminution découle essentiellement de la hausse des comptes créditeurs et charges à payer, des passifs financiers dérivés et des passifs au titre des contrats en cours, ainsi que de la baisse des comptes débiteurs et des actifs financiers dérivés. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la hausse des impôts sur le résultat à recouvrer.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 82,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent

La hausse est surtout attribuable aux fluctuations des taux de change et aux dépenses d'investissement en immobilisations, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements.

Autres actifs non courants en hausse de 157,1 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation est essentiellement attribuable à la hausse des immobilisations incorporelles, surtout en raison de l'acquisition de METI ce trimestre.

Autres passifs non courants en hausse de 43,8 millions \$ par rapport au trimestre précédent

L'augmentation s'explique surtout par la hausse des obligations au titre des avantages du personnel, lesquelles ont été ajustées pour refléter la conjoncture du marché.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (Voir point 5).

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Trimestre clos le 30 septembre 2011	Semestre clos le 30 septembre 2011
Dette nette en début de période	520,5 \$	383,8 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	58,5	198,5
Autres	4,2	2,3
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	35,6	34,2
Augmentation de la dette nette pour la période	98,3 \$	235,0 \$
Dette nette en fin de période	618,8 \$	618,8 \$

Le 1^{er} avril 2011, nous avons modifié notre facilité de crédit renouvelable de 450,0 millions \$US afin de repousser la date d'échéance de deux ans, celle-ci passant d'avril 2013 à avril 2015.

Nous avons aussi un accord aux termes duquel nous vendons certains comptes débiteurs et contrats en cours (programme portant sur des actifs financiers courants) jusqu'à concurrence de 150,0 millions \$. Au 30 septembre 2011, nous avons affecté pour 61,5 millions \$ de comptes débiteurs et pour 39,4 millions \$ de contrats en cours à ce programme.

En août 2011, nous avons émis des billets de premier rang d'une valeur de 150,0 millions \$US aux termes d'un placement privé pour financer l'acquisition de METI et remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés. L'échéance moyenne est de 11,7 ans à un taux d'intérêt moyen d'environ 4,5 %; les intérêts étant payables semestriellement en août et en février. Ces billets de premier rang non garantis sont assortis de remboursements fixes de 100,0 millions \$US en 2021 et de 50,0 millions \$US en 2026. Les billets ont été émis en faveur de deux investisseurs institutionnels.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus nous permettent de poursuivre notre croissance, de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Total des capitaux propres en hausse de 30,7 millions \$ ce trimestre

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 38,7 millions \$ et d'une différence de conversion favorable de 49,0 millions \$, contrebalancés en partie par des variations nettes défavorables dans la couverture de flux de trésorerie de 20,4 millions \$ et un ajustement de 30,4 millions \$ découlant d'une perte actuarielle au titre du régime à prestations définies.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 30 septembre 2011, nous avons au total 257 558 777 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital social de 447,0 millions \$.

Au 31 octobre 2011, nous avons un total de 257 566 301 actions ordinaires émises et en circulation.

10. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**Acquisitions au cours de l'exercice 2012**

Au 30 septembre 2011, la Société a effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 129,7 millions \$.

Medical Education Technologies, Inc.

En août 2011, nous avons acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, nous accédons à un marché mondial, élargissons notre gamme de produits et de services, et acquérons une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur de l'actif identifiable net acquis et du passif identifiable net pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui nous propulse immédiatement en position importante en nous permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$, déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 0,8 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 7,1 millions \$ et un résultat opérationnel de 0,4 million \$ figurent dans le résultat consolidé au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel de METI à hauteur de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE, mais ont été ajustés pour refléter nos méthodes comptables si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'informations supplémentaires et ne sont pas nécessairement représentatifs de notre rendement futur.

Haptica Limited

En juillet 2011, nous avons acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge dans le cadre de l'acquisition est également présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des actifs identifiables acquis, soit 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs ait été finalisée. Aucun goodwill ne découle de l'acquisition.

La répartition du prix d'achat de METI et de Haptica est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Autres

La répartition du prix d'achat de certaines acquisitions effectuées à l'exercice 2011 a également été finalisée au cours de la période, ce qui s'est traduit par une hausse nette de 0,2 million \$ du goodwill. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre des acquisitions des exercices antérieurs s'établit à 12,1 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

L'actif net acquis et le passif net pris en charge dans le cadre des acquisitions sont présentés ci-dessous :

<i>(en millions)</i>	Semestre clos le 30 septembre 2011
Actif courant	17,3 \$
Passif courant	(19,6)
Immobilisations corporelles	3,3
Autres actifs	0,1
Immobilisations incorporelles, à l'exclusion du goodwill	39,7
Goodwill ¹⁾	99,1
Passifs d'impôt différé	(8,1)
Passif non courant	(5,4)
Actif net à la juste valeur	126,4 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	3,3
Contrepartie totale	129,7 \$
Prix d'achat à payer	(0,3)
Contrepartie totale en trésorerie	129,4 \$

¹⁾ Ce goodwill ne peut pas être déduit aux fins fiscales.

Le tableau suivant présente les changements du goodwill :

<i>(en millions)</i>	Semestre clos le 30 septembre 2011
Valeur comptable à l'ouverture de la période	195,1 \$
Acquisition de filiales	99,3
Différences de conversion	13,0
Valeur comptable à la clôture de la période	307,4 \$

11. MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Il n'y a eu aucune modification des conventions comptables au cours du trimestre écoulé.

12. MISE EN ŒUVRE DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

Le 1^{er} avril 2010, nous avons commencé à présenter nos résultats financiers conformément aux IFRS. Le présent rapport de gestion doit être lu conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le semestre clos le 30 septembre 2011, qui ont été préparés conformément aux normes IAS 34 *Information financière intermédiaire* et IFRS 1 *Première application des Normes internationales d'information financière*, publiées par l'IASB, ainsi qu'avec le rapport de gestion de l'exercice 2011. Les chiffres comparatifs de chaque trimestre de l'exercice clos le 31 mars 2011 ont été retraités afin d'être conformes aux IFRS. Se reporter à la note 2, Première application des IFRS, afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires pour des précisions sur les ajustements les plus significatifs.

Les différences de normes comptables et les répercussions relevées ne sont ni complètes, ni définitives, l'information présentée à la note 2, Première application des IFRS, de nos états consolidés intermédiaires reflétant nos hypothèses, estimations et attentes actuelles, lesquelles sont susceptibles d'être modifiées. Des changements aux IFRS, à la réglementation ou à la conjoncture économique peuvent également avoir une incidence sur l'information présentée ici. De plus, des décisions financières concernant les conventions comptables n'ont pas besoin d'être prises avant la préparation des états financiers annuels de l'exercice 2012.

13. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

13.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Au cours du deuxième trimestre clos le 30 septembre 2011, la Société n'a pas apporté de modifications importantes à ses contrôles internes ou à d'autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes, ni pris de mesures correctives importantes à leur égard. Le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière de la Société examinent périodiquement l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et procèdent à une évaluation chaque trimestre. À la fin du deuxième trimestre, le président et chef de la direction, et le chef de la direction financière étaient satisfaits de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société.

14. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(non audités) (en millions, sauf les montants par action et les taux de change)	T1	T2	T3	T4	Total à ce jour
Exercice 2012					
Produits des activités ordinaires	\$ 427,9	433,5	1)	1)	861,4
Résultat net	\$ 43,5	38,7	1)	1)	82,2
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 43,1	38,4	1)	1)	81,5
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ 0,4	0,3	1)	1)	0,7
Résultat de base par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	1)	1)	0,32
Résultat dilué par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,17	0,15	1)	1)	0,32
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	1)	1)	257,2
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	1)	1)	258,0
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 0,97	0,98	1)	1)	0,97
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,39	1,38	1)	1)	1,39
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,58	1,58	1)	1)	1,58
Exercice 2011					
Produit des activités ordinaires	\$ 366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8
Résultat net	\$ 36,6	39,4	38,9	46,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 37,2	39,1	38,5	45,5	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	\$ (0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6
Résultat de base par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,15	0,15	0,15	0,18	0,62
Résultat dilué par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	\$ 0,14	0,15	0,15	0,18	0,62
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,53	1,61	1,60	1,58	1,58
Exercice 2010 - PCGR du Canada					
Produits des activités ordinaires	\$ 383,0	364,5	382,9	395,9	1 526,3
Résultat des activités maintenues	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Résultat de base par action des activités maintenues	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat dilué par action des activités maintenues	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat net	\$ 27,2	39,1	37,7	40,5	144,5
Résultat de base par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Résultat dilué par action	\$ 0,11	0,15	0,15	0,16	0,56
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	255,4	255,6	255,9	256,4	255,8
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	255,4 ²⁾	255,6 ²⁾	255,9 ²⁾	256,4 ²⁾	255,8 ²⁾
Taux de change moyen du dollar américain en dollar canadien	\$ 1,17	1,10	1,06	1,04	1,09
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	\$ 1,59	1,57	1,56	1,44	1,54
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	\$ 1,81	1,80	1,73	1,63	1,74

1) Non disponible

2) Les options sur actions exerçables ayant eu un effet antidilutif pour les périodes présentées, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base et celui utilisé pour le calcul du résultat dilué sont les mêmes.

État consolidé de la situation financière

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Notes	30 septembre 2011	31 mars 2011
Actif			(Note 2)
Trésorerie et équivalents de trésorerie		227,1 \$	276,4 \$
Comptes débiteurs	5	308,1	296,8
Contrats en cours : actifs		245,4	230,5
Stocks		142,5	124,3
Paiements d'avance		42,1	43,5
Impôts sur le résultat à recouvrer		80,6	58,8
Actifs financiers dérivés		7,9	18,9
Total de l'actif courant		1 053,7 \$	1 049,2 \$
Immobilisations corporelles		1 291,7	1 211,0
Immobilisations incorporelles		539,4	375,8
Actifs d'impôt différé		27,1	20,7
Actifs financiers dérivés		8,3	11,6
Autres actifs		162,5	149,0
Total de l'actif		3 082,7 \$	2 817,3 \$
Passif et capitaux propres			
Comptes créditeurs et charges à payer		528,5 \$	551,9 \$
Provisions		21,6	20,9
Impôts sur le résultat à payer		8,2	12,9
Contrats en cours : passifs		114,9	125,8
Partie courante de la dette à long terme	6	125,7	86,2
Passifs financiers dérivés		28,1	12,4
Total du passif courant		827,0 \$	810,1 \$
Provisions		10,0	10,4
Dette à long terme	6	720,2	574,0
Obligations relatives aux redevances		152,3	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel		105,0	62,8
Profits différés et autres passifs non courants		188,7	187,6
Passifs d'impôt différé		71,4	64,5
Passifs financiers dérivés		14,9	13,4
Total du passif		2 089,5 \$	1 884,4 \$
Capitaux propres			
Capital social		447,0 \$	440,7 \$
Surplus d'apport		18,6	17,1
Autres réserves		13,3	(9,8)
Résultats non distribués		494,9	466,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		973,8 \$	914,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		19,4	18,5
Total des capitaux propres		993,2 \$	932,9 \$
Total du passif et des capitaux propres		3 082,7 \$	2 817,3 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Compte consolidé de résultat

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>		Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	Notes	2011	2010	2011	2010
			(Note 2)		(Note 2)
Produits des activités ordinaires	13	433,5 \$	388,0 \$	861,4 \$	754,4 \$
Coût des ventes		296,0	258,8	584,3	496,2
Marge brute		137,5 \$	129,2 \$	277,1 \$	258,2 \$
Frais de recherche et de développement		15,9	9,8	31,1	22,4
Frais de vente, généraux et d'administration		59,8	55,2	122,1	111,4
Autres (profits) pertes – montant net	9	(2,1)	(4,6)	(12,0)	(10,1)
Résultat opérationnel		63,9 \$	68,8 \$	135,9 \$	134,5 \$
Produits financiers	6	(2,3)	(1,1)	(3,5)	(2,1)
Charges financières	6	17,2	16,1	33,3	31,3
Charges financières – montant net		14,9 \$	15,0 \$	29,8 \$	29,2 \$
Résultat avant impôts sur le résultat		49,0 \$	53,8 \$	106,1 \$	105,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat		10,3	14,4	23,9	29,3
Résultat net		38,7 \$	39,4 \$	82,2 \$	76,0 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		38,4 \$	39,1 \$	81,5 \$	76,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		0,3	0,3	0,7	(0,3)
		38,7 \$	39,4 \$	82,2 \$	76,0 \$
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base	7	0,15 \$	0,15 \$	0,32 \$	0,30 \$
Dilué	7	0,15	0,15	0,32	0,30

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Résultat net	38,7 \$	39,4 \$	82,2 \$	76,0 \$
Autres éléments du résultat global				
Différence de conversion				
Différence de conversion nette liée aux états financiers des établissements à l'étranger	59,4 \$	8,3 \$	58,5 \$	26,6 \$
Variation nette des (pertes) profits sur certaines dettes à long terme libellées en monnaies étrangères et désignées à titre de couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(12,3)	3,3	(11,5)	(0,9)
Impôts sur le résultat	1,9	(0,4)	1,9	(0,4)
	49,0 \$	11,2 \$	48,9 \$	25,3 \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie				
Partie efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie	(25,9) \$	(3,5) \$	(27,9) \$	(7,8) \$
Variation nette de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie virées au résultat net ou aux actifs ou passifs non financiers connexes	(2,1)	2,8	(6,6)	(5,6)
Impôts sur le résultat	7,6	0,3	8,9	4,0
	(20,4) \$	(0,4) \$	(25,6) \$	(9,4) \$
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies				
Écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	(42,1) \$	(3,4) \$	(44,8) \$	(8,0) \$
Impôts sur le résultat	11,7	0,9	12,4	2,1
	(30,4) \$	(2,5) \$	(32,4) \$	(5,9) \$
Autres éléments du résultat global	(1,8) \$	8,3 \$	(9,1) \$	10,0 \$
Résultat global total	36,9 \$	47,7 \$	73,1 \$	86,0 \$
Résultat global total attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	36,4 \$	47,4 \$	72,2 \$	86,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,5	0,3	0,9	(0,1)
Résultat global total	36,9 \$	47,7 \$	73,1 \$	86,0 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

États consolidés des variations en capitaux propres

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

<i>(non audités)</i> Semestre clos le 30 septembre 2011 <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>		Actions ordinaires		Surplus d'apport	Autres réserves	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes à l'ouverture de la période		256 964 756	440,7 \$	17,1 \$	(9,8) \$	466,4 \$	914,4 \$	18,5 \$	932,9 \$
Résultat net		–	–	–	–	81,5	81,5	0,7	82,2
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		–	–	–	48,7	–	48,7	0,2	48,9
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		–	–	–	(25,6)	–	(25,6)	–	(25,6)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		–	–	–	–	(32,4)	(32,4)	–	(32,4)
Résultat global total		–	– \$	– \$	23,1 \$	49,1 \$	72,2 \$	0,9 \$	73,1 \$
Options sur actions exercées		270 750	2,0	–	–	–	2,0	–	2,0
Achat facultatif au comptant		495	–	–	–	–	–	–	–
Dividendes en actions	7	322 776	3,6	–	–	(3,6)	–	–	–
Transfert sur exercice d'options sur actions		–	0,7	(0,7)	–	–	–	–	–
Paiements fondés sur des actions		–	–	2,2	–	–	2,2	–	2,2
Dividendes	7	–	–	–	–	(17,0)	(17,0)	–	(17,0)
Soldes à la clôture de la période		257 558 777	447,0 \$	18,6 \$	13,3 \$	494,9 \$	973,8 \$	19,4 \$	993,2 \$

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

<i>(non audités)</i> Semestre clos le 30 septembre 2010 <i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les nombres d'actions)</i>		Actions ordinaires		Surplus d'apport	Autres réserves	Résultats non distribués	Total	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Notes	Nombre d'actions	Valeur attribuée							
Soldes à l'ouverture de la période		256 516 994	436,3 \$	14,2 \$	11,4 \$	338,5 \$	800,4 \$	18,0 \$	818,4 \$
Résultat net		–	–	–	–	76,3	76,3	(0,3)	76,0
Autres éléments du résultat global :									
Différence de conversion		–	–	–	25,1	–	25,1	0,2	25,3
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		–	–	–	(9,4)	–	(9,4)	–	(9,4)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies		–	–	–	–	(5,9)	(5,9)	–	(5,9)
Résultat global total		–	– \$	– \$	15,7 \$	70,4 \$	86,1 \$	(0,1) \$	86,0 \$
Options sur actions exercées		80 925	0,6	–	–	–	0,6	–	0,6
Dividendes en actions	7	25 393	0,3	–	–	(0,3)	–	–	–
Transfert sur exercice d'options sur actions		–	0,2	(0,2)	–	–	–	–	–
Paiements fondés sur des actions		–	–	2,5	–	–	2,5	–	2,5
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle		–	–	–	–	(0,2)	(0,2)	(0,2)	(0,4)
Dividendes	7	–	–	–	–	(17,7)	(17,7)	–	(17,7)
Soldes à la clôture de la période		256 623 312	437,4 \$	16,5 \$	27,1 \$	390,7 \$	871,7 \$	17,7 \$	889,4 \$

Le total des résultats non distribués et des autres réserves pour le semestre clos le 30 septembre 2011 s'est élevé à 508,2 millions \$ (417,8 millions \$ au 30 septembre 2010).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

*(non audités)**Semestres clos les 30 septembre**(montants en millions de dollars canadiens)*

	Notes	2011	2010
Activités opérationnelles			
Résultat net		82,2 \$	76,0 \$
Ajustements pour rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		44,6	41,7
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles et d'autres actifs		14,5	11,1
Amortissement des frais de financement	6	0,8	0,9
Impôts sur le résultat différés		13,6	12,3
Crédits d'impôt à l'investissement		(8,4)	(2,9)
Paielements fondés sur des actions		0,5	11,5
Régimes de retraite à prestations définies		(4,5)	0,3
Dotation aux amortissements des autres passifs non courants		(4,9)	(3,5)
Autres		(4,3)	(0,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	10	(92,7)	(116,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		41,4 \$	30,3 \$
Activités d'investissement			
Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	3	(126,1) \$	(19,6) \$
Coentreprise, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie repris	4	(26,8)	(1,9)
Dépenses d'investissement au titre des immobilisations corporelles		(77,2)	(51,9)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles		27,2	1,3
Frais de développement inscrits à l'actif		(18,7)	(8,6)
Système de gestion intégré (ERP) et autres logiciels		(8,5)	(7,1)
Autres		(0,5)	(1,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(230,6) \$	(89,5) \$
Activités de financement			
Emprunt net aux termes des facilités de crédit non garanties renouvelables		14,2 \$	– \$
Incidence nette du programme portant sur des actifs financiers courants		(7,7)	–
Produit tiré de la dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction		170,5	13,4
Remboursement sur la dette à long terme		(16,7)	(13,2)
Remboursement sur contrats de location-financement		(11,1)	(22,6)
Dividendes versés	7	(17,0)	(17,7)
Émission d'actions ordinaires		2,0	0,6
Autres		(0,6)	(8,6)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		133,6 \$	(48,1) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(55,6) \$	(107,3) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		276,4	312,9
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		6,3	3,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période		227,1 \$	208,6 \$
Information supplémentaire :			
Intérêts payés		21,8 \$	17,2 \$
Intérêts reçus		2,2	1,6
Impôts payés		21,0	7,7

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non audités)

(sauf indication contraire, tous les montants sont en millions de dollars canadiens)

La publication des états financiers consolidés a été autorisée par le conseil d'administration le 10 novembre 2011.

NOTE 1 – NATURE DES ACTIVITÉS ET PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Nature des activités

CAE inc. et ses filiales (la Société) conçoivent, fabriquent et fournissent des services liés aux dispositifs de simulation, et mettent au point des solutions de formation intégrées pour l'aviation militaire, l'aviation commerciale, les exploitants d'aéronefs d'affaires, les aviateurs, les fournisseurs de formation et de services en soins de santé, ainsi que l'industrie minière. Les simulateurs de vol de CAE reproduisent le fonctionnement de l'avion dans des conditions normales et anormales, ainsi que tout un ensemble de conditions environnementales, grâce à des systèmes visuels couplés à une vaste base de données qui permet de reproduire un grand nombre d'aéroports et d'autres aires d'atterrissage ainsi que les diverses conditions de vol, les mouvements et les sons, de façon que le pilote soit plongé dans un milieu de formation totalement immersif. La Société offre une gamme complète de dispositifs de formation au vol utilisant les mêmes logiciels que ceux présents dans ses simulateurs. La Société exploite également un réseau de centres de formation à l'échelle mondiale.

La Société gère ses activités en cinq secteurs :

- i) Formation et services associés – Civil (FS/C) : fournit des services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires à l'ensemble du personnel navigant et du personnel au sol ainsi que tous les services qui y sont associés;
- ii) Produits de simulation – Civil (PS/C) : conçoit, réalise et fournit des simulateurs de vol, des dispositifs de formation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile;
- iii) Produits de simulation – Militaire (PS/M) : conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales;
- iv) Formation et services associés – Militaire (FS/M) : fournit des services de formation clés en main, des services de soutien, de la maintenance des systèmes ainsi que des solutions de modélisation et de simulation;
- v) Nouveaux marchés principaux (NMP) : conçoit, réalise et fournit des services et de l'équipement de formation en soins de santé ainsi que des services et des outils pour le secteur minier.

CAE est une société par actions à responsabilité limitée constituée et établie au Canada. L'adresse de son siège social est le 8585, ch. de la Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Québec), Canada, H4T 1G6. Les actions de CAE se négocient à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York.

Caractère saisonnier et cyclique des activités

Les cycles du marché et les fluctuations saisonnières influent sur les secteurs opérationnels de la Société à divers degrés. Par conséquent, le rendement opérationnel d'une période intermédiaire donnée n'est pas nécessairement représentatif du rendement d'un exercice complet.

Le secteur Produits de simulation – Civil vend de l'équipement directement aux compagnies aériennes; dans la mesure où les effets des cycles d'expansion et de contraction se font sentir sur l'ensemble du secteur de l'aviation commerciale, ils influent aussi sur le rendement de la Société. Les activités du secteur Formation et services associés – Civil sont tributaires des fluctuations saisonnières dans le secteur aérien, c'est-à-dire que pendant les périodes de pointe (soit les vacances), les pilotes d'avions et de jets d'affaires sont généralement occupés à effectuer des vols plutôt qu'à assister à des formations. L'inverse est également vrai; les pilotes ont tendance à suivre plus de formations lorsque les déplacements sont moins nombreux. En conséquence, la Société a historiquement enregistré une demande plus forte en services de formation au premier et au quatrième trimestres de son exercice et une demande plus faible au deuxième et au troisième trimestres.

La nature unique des contrats militaires et la fréquence irrégulière à laquelle ils sont octroyés peuvent influencer sur les prises de commandes des secteurs militaires.

Base d'établissement

Les principales méthodes comptables appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés sont celles présentées dans la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2011. Ces méthodes ont été appliquées uniformément à tous les exercices présentés, sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés de CAE ont été établis selon la Partie I du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) (soit les normes IFRS). Les méthodes comptables et la base d'établissement diffèrent de celles qui sont présentées dans le rapport annuel de l'exercice clos le 31 mars 2011, lequel a été préparé conformément à la Partie V du Manuel de l'ICCA (soit les PCGR du Canada antérieurs). L'incidence qu'a eue la transition des PCGR du Canada antérieurs aux IFRS sur les capitaux propres, la performance financière et les flux de trésorerie de la Société est décrite en détail à la note 2. Les chiffres comparatifs pour l'exercice 2011 qui figurent dans les présents états financiers consolidés ont été retraités pour tenir compte de ces changements.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux IFRS régissant la préparation d'états financiers intermédiaires, dont IAS 34 (*Information financière intermédiaire*) et IFRS 1 (*Première application des Normes internationales d'information financière*). Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers intermédiaires sont les mêmes que dans les états financiers intermédiaires de la Société pour la période close le 30 juin 2011.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers intermédiaires sont fondées sur les IFRS publiées et en vigueur au 10 novembre 2011, date à laquelle le conseil d'administration a approuvé les états financiers. Toute modification ultérieure des IFRS prenant effet dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2012 pourrait donner lieu au retraitement des présents états financiers consolidés intermédiaires, y compris les ajustements transitoires comptabilisés lors de la transition aux IFRS.

Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la Société établis conformément aux PCGR du Canada pour l'exercice clos le 31 mars 2011 et les états financiers consolidés intermédiaires de la Société établis conformément aux IFRS pour le trimestre clos le 30 juin 2011.

Les présents états financiers consolidés ont été établis selon la méthode du coût historique, à l'exception des éléments suivants qui sont évalués à la juste valeur : instruments financiers dérivés; instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net; certains actifs financiers disponibles à la vente; et passifs au titre des accords de paiement fondé sur des actions réglés en trésorerie et modifiés par les arrangements transitoires permis selon IFRS 1 (voir la note 2).

La monnaie fonctionnelle et de présentation de CAE inc. est le dollar canadien.

NOTE 2 – PREMIÈRE APPLICATION DES IFRS

Première application

Jusqu'à l'exercice clos le 31 mars 2011 inclusivement, la Société établissait ses états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada antérieurs. Pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS dans ses états financiers consolidés. Par conséquent, pour la période close le 30 septembre 2011, la Société a préparé ses états financiers selon les IFRS.

La présente note explique les principaux ajustements apportés par la Société dans le cadre du retraitement de ses états financiers établis selon les PCGR du Canada pour le trimestre et le semestre clos le 30 septembre 2010. Une explication détaillée des ajustements au titre des IFRS, y compris les ajustements apportés aux capitaux propres au 1^{er} avril 2010, est fournie dans les états financiers consolidés intermédiaires de la Société pour le trimestre clos le 30 juin 2011.

Les différences de méthodes comptables et les répercussions relevées ne sont ni exhaustives, ni définitives, étant donné que l'information présentée ci-après reflète les hypothèses, estimations et attentes de la Société à l'heure actuelle, lesquelles peuvent toutes être modifiées. Les modifications apportées aux IFRS et aux autres règlements ou encore l'évolution de la conjoncture économique pourraient aussi avoir une incidence sur cette information. En outre, les décisions financières quant aux méthodes comptables n'ont pas à être prises avant l'achèvement des états financiers annuels de l'exercice 2012.

Rapprochement des capitaux propres selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	30 septembre 2010
Capitaux propres selon les PCGR du Canada		1 235,2 \$
Diminution découlant des ajustements liés aux IFRS :		
Aide gouvernementale*	A	(102,9)
Immobilisations corporelles*	B	(67,9)
Avantages du personnel	C	(62,9)
Coûts d'emprunt*	D	(24,5)
Contrats de location*	E	(23,6)
Produits des activités ordinaires	F	(5,2)
Impôts sur le résultat et autres	G	(76,5)
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société selon les IFRS		871,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	17,7
Capitaux propres selon les IFRS		889,4 \$

* Certaines incidences fiscales de ces ajustements sont prises en compte dans les impôts sur le résultat et autres.

Rapprochement du résultat net selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

(non auditées) (montants en millions, sauf les montants par action)	Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2010			Semestre clos le 30 septembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Produits des activités ordinaires	F	386,6 \$	1,4 \$	388,0 \$	753,3 \$	1,1 \$	754,4 \$
Coût des ventes	A, B, D-F	263,9	(5,1)	258,8	507,2	(11,0)	496,2
Marge brute		122,7 \$	6,5 \$	129,2 \$	246,1 \$	12,1 \$	258,2 \$
Frais de recherche et développement		9,8	–	9,8	22,4	–	22,4
Frais de vente, généraux et d'administration	A, C, D, G	55,4	(0,2)	55,2	110,6	0,8	111,4
Autres pertes (profits) – montant net		(4,4)	(0,2)	(4,6)	(11,0)	0,9	(10,1)
Résultat opérationnel		61,9 \$	6,9 \$	68,8 \$	124,1 \$	10,4 \$	134,5 \$
Produits financiers	A	(1,1)	–	(1,1)	(2,0)	(0,1)	(2,1)
Charges financières	A, D, E	8,7	7,4	16,1	16,5	14,8	31,3
Charges financières – montant net		7,6 \$	7,4 \$	15,0 \$	14,5 \$	14,7 \$	29,2 \$
Résultat avant impôt sur le résultat		54,3 \$	(0,5) \$	53,8 \$	109,6 \$	(4,3) \$	105,3 \$
Charge d'impôt sur le résultat	G	14,3	0,1	14,4	30,2	(0,9)	29,3
Résultat net		40,0 \$	(0,6) \$	39,4 \$	79,4 \$	(3,4) \$	76,0 \$
Attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		40,0 \$	(0,9) \$	39,1 \$	79,4 \$	(3,1) \$	76,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	H	–	0,3	0,3	–	(0,3)	(0,3)
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société							
De base		0,16 \$	(0,01) \$	0,15 \$	0,31 \$	(0,01) \$	0,30 \$
Dilué		0,16	(0,01)	0,15	0,31	(0,01)	0,30
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)		256,6	–	256,6	256,6	–	256,6
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)		256,9	0,2	257,1	256,8	0,2	257,0

Rapprochement du résultat global selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Notes	Trimestre clos le 30 septembre 2010			Semestre clos le 30 septembre 2010		
		PCGR du Canada	Ajustement	IFRS	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Résultat net		40,0 \$	(0,6) \$	39,4 \$	79,4 \$	(3,4) \$	76,0 \$
Autres éléments du résultat global :							
Différences de conversion	B-G	13,5 \$	(2,3) \$	11,2 \$	24,5 \$	0,8 \$	25,3 \$
Variations nettes dans la couverture de flux de trésorerie		(0,4)	–	(0,4)	(9,5)	0,1	(9,4)
Ajustement des écarts actuariels au titre des régimes à prestations définies	C	–	(2,5)	(2,5)	–	(5,9)	(5,9)
Autres éléments du résultat global		13,1 \$	(4,8) \$	8,3 \$	15,0 \$	(5,0) \$	10,0 \$
Résultat global total		53,1 \$	(5,4) \$	47,7 \$	94,4 \$	(8,4) \$	86,0 \$
Résultat global total attribuable aux :							
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		53,1 \$	(5,7) \$	47,4 \$	94,4 \$	(8,3) \$	86,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		–	0,3	0,3	–	(0,1)	(0,1)
Résultat global total		53,1 \$	(5,4) \$	47,7 \$	94,4 \$	(8,4) \$	86,0 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie selon les PCGR du Canada et selon les IFRS

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Semestre clos le 30 septembre 2010		
	PCGR du Canada	Ajustement	IFRS
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	24,3 \$	6,0 \$	30,3 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(93,0)	3,5	(89,5)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(38,6)	(9,5)	(48,1)

Retraitement en IFRS des états financiers selon les PCGR du Canada

Les éléments suivants expliquent les retraitements les plus significatifs et pertinents apportés aux états financiers par suite de l'application des IFRS.

A) IAS 20 et IAS 32 – Comptabilisation des subventions publiques et informations à fournir sur l'aide publique/instruments financiers : présentation

Accords de redevances avec le gouvernement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	<p>À l'exception de la participation du gouvernement du Canada au projet Falcon, les autres contributions gouvernementales sont inscrites à titre de réduction des coûts du programme de R-D connexe ou de réduction des dépenses capitalisées au titre du programme.</p> <p>L'obligation de remboursement des contributions gouvernementales est constatée lorsque les conditions sont réunies. Ces remboursements sont constatés en résultats lorsque les redevances sont exigibles.</p> <p>Les contributions au projet Falcon sont constatées à titre d'obligation à long terme portant intérêt. L'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme et sa valeur actualisée est inclus dans les contributions gouvernementales, qui sont inscrites à titre de réduction des coûts ou de réduction des dépenses capitalisées.</p>
Convention comptable selon les IFRS	Les accords avec le gouvernement concernant les redevances remboursables sont comptabilisés dans les obligations au titre des redevances. L'obligation de rembourser des redevances est constatée lorsque le montant est reçu et est estimée en fonction de projections. La réévaluation ultérieure de ces obligations est comptabilisée en résultat.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 1,4 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les frais financiers au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 3,4 millions \$.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 3,1 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné que les frais liés aux redevances au titre des accords avec le gouvernement quant aux programmes de R-D ne sont pas comptabilisés selon les IFRS. Inversement, les frais financiers nets au titre des obligations relatives aux redevances ont augmenté de 6,5 millions \$.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

B) IAS 16 – Immobilisations corporelles

Exemption selon IFRS 1 – utilisation de la juste valeur comme coût réputé

Exemption retenue	La Société a choisi d'utiliser la juste valeur comme coût réputé à la date de transition pour certains éléments d'immobilisations corporelles.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 1,2 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des dispositifs de formation désignés.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 2,5 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements des dispositifs de formation désignés.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Séparation des composantes

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Le coût d'une immobilisation corporelle constituée de composantes séparables importantes est imputé aux composantes lorsque cela est possible et lorsque la durée de vie des composantes peut être estimée.
Convention comptable selon les IFRS	Toute partie d'une immobilisation corporelle, dont le coût est significatif par rapport au coût total de l'immobilisation et dont la durée d'utilité diffère de celle de l'actif principal, doit être amortie séparément.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a augmenté de 0,1 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison du raccourcissement de la période d'amortissement de certaines composantes des immeubles.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Décomptabilisation

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les immobilisations corporelles sont constatées au coût moins l'amortissement cumulé, déduction faite de toute perte de valeur. Les coûts subséquents sont capitalisés s'il s'agit d'une amélioration et sont passés en charges s'il s'agit de travaux de réparation ou de maintenance.
Convention comptable selon les IFRS	Au remplacement d'une composante, une perte de cession est constatée dans les résultats lorsque la valeur comptable de l'élément remplacé est décomptabilisée, sauf si l'élément est transféré dans les stocks. S'il est impossible de déterminer cette valeur comptable, le coût et l'amortissement cumulé sont évalués en fonction du coût de l'élément de remplacement.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,2 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la décomptabilisation et de la baisse corrélative des immobilisations corporelles lors de la transition aux IFRS.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

C) IAS 19 – Avantages du personnel**Exemption selon IFRS 1 et incidence comptable sur les activités poursuivies – écarts actuariels**

Convention comptable selon les PCGR du Canada	L'excédent du gain ou de la perte actuariel net au-delà de 10 % des obligations au titre des prestations ou de la juste valeur des actifs des régimes n'est pas immédiatement comptabilisé en résultat, mais est plutôt amorti sur la durée résiduelle d'activité des salariés actifs (méthode du corridor). Les gains et pertes actuariels non comptabilisés qui sont sous la fourchette inférieure du corridor sont reportés.
Exemption selon IFRS 1 retenue et convention comptable selon les IFRS	La Société a choisi de constater tous les écarts actuariels des régimes à prestations définies qui étaient reportés selon les anciens PCGR du Canada dans les résultats non distribués d'ouverture. Par la suite, les écarts actuariels de nos régimes à prestations définies sont inscrits à l'état de la situation financière et dans les autres éléments du résultat global de la période au cours de laquelle ils se produisent.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 0,5 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont diminué de 1,1 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné la baisse de la dotation aux amortissements des écarts actuariels.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Évaluations actuarielles

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Il est possible d'évaluer les actifs et les obligations des régimes de retraite jusqu'à trois mois avant la fin de l'exercice.
Convention comptable selon les IFRS	Les actifs et les obligations des régimes doivent être évalués à la date de clôture.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,3 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,6 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

Coûts des services passés

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les coûts des services passés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés actifs qui devraient recevoir des prestations aux termes du régime jusqu'à la date d'admissibilité complète.
Convention comptable selon les IFRS	Les coûts des services passés sont comptabilisés en charges selon la méthode linéaire sur la période moyenne d'acquisition des avantages. Dans la mesure où les avantages sont déjà acquis après la mise en place ou la modification d'un régime à prestations définies, les coûts des services passés sont comptabilisés immédiatement.
Incidence sur le résultat net du trimestre et du semestre clos le 30 septembre 2010	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

D) IAS 23 – Coûts d'emprunt

Exemption selon IFRS 1 – coûts d'emprunt

Exemption retenue	La Société a choisi d'appliquer les exigences d'IAS 23 <i>Coûts d'emprunt</i> , en vertu desquelles les intérêts ne doivent être capitalisés aux actifs admissibles qu'à compter du 1 ^{er} avril 2010.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,4 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les frais financiers ont augmenté de 1,1 million \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 0,7 million \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, en raison de la baisse de la dotation aux amortissements découlant de l'élimination des intérêts capitalisés non amortis. Cependant, les frais financiers ont augmenté de 2,1 millions \$, les intérêts sur certains actifs n'étant pas admissibles à la capitalisation. Aux termes des PCGR du Canada, ces intérêts étaient capitalisés au coût de l'actif connexe.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

E) IAS 17 – Contrats de location

Classement

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Conformément aux PCGR du Canada, un contrat de location est considéré comme un contrat de location-acquisition (location-financement) ou de location-exploitation (location simple), selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a lieu à la naissance du contrat de location. Des seuils quantitatifs servent à la détermination des seuils de classement.
Convention comptable selon les IFRS	Le classement des contrats de location aux termes des IFRS varie également selon que la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété d'un actif loué est transférée au locataire, et l'évaluation a également lieu à la naissance du contrat de location. Il n'existe aucun seuil quantitatif, et des indicateurs qualitatifs supplémentaires sont fournis.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 2,7 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les frais financiers ont augmenté de 2,8 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Le coût des ventes a diminué de 5,3 millions \$ par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, surtout en raison de la reprise de la charge locative, partiellement contrebalancée par la dépréciation des actifs dont le contrat de location a été reclassé. Inversement, les frais financiers ont augmenté de 5,6 millions \$, surtout en raison de l'accroissement des intérêts sur la dette à long terme.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Selon les PCGR du Canada, les paiements au titre de certains simulateurs du réseau mondial de centres de formation de la Société et de certains immeubles auparavant classés dans les contrats de location simple ont été reclassés dans les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Selon les IFRS, ces contrats de location étant comptabilisés à l'état de la situation financière dans les contrats de location-financement, ces paiements sont traités comme des activités de financement. Pour le semestre clos le 30 septembre 2010, les flux de trésorerie liés aux activités de financement ont diminué de 9,1 millions \$ lorsque les obligations au titre des contrats de location ont été remboursées.

F) IAS 18 – Produits des activités ordinaires

Accords de services à long terme

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les revenus tirés des contrats de maintenance à long terme sont généralement constatés dans les résultats selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée du contrat. Lorsque les preuves historiques démontrent clairement que des coûts seront engagés selon une autre méthode que la méthode de l'amortissement linéaire, les revenus sont constatés sur la période contractuelle proportionnellement aux coûts qui devraient être engagés pour fournir les services visés par le contrat (méthode de l'avancement des travaux).
Convention comptable selon les IFRS	La notion que des preuves historiques doivent exister pour qu'on puisse constater les produits des activités ordinaires selon la méthode de l'avancement des travaux n'est pas nécessaire. En conséquence, dans le cas des accords de services pour lesquels la méthode de l'avancement des travaux permet d'estimer plus fidèlement l'issue du contrat, il n'est pas approprié d'utiliser la méthode linéaire.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Les produits des activités ordinaires ont diminué de 0,8 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,1 million \$.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1,1 million \$ et le coût des ventes a augmenté de 0,2 million \$.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

G) Impôts sur le résultat et autres

Actif d'impôt différé non constaté

Convention comptable selon les IFRS	Certains ajustements transitoires ont donné lieu à la constatation d'un actif d'impôt différé supplémentaire. Cependant, comme les IFRS restreignent la constatation intégrale des impôts différés en exigeant leur comptabilisation uniquement dans la mesure où leur réalisation est probable, certains actifs d'impôts différés n'ont pas été constatés étant donné que certains avantages devraient se matérialiser dans des périodes subséquentes à la période au cours de laquelle sont réunis les critères de probabilité de recouvrement nécessaires au soutien de ces actifs.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

IFRS 3 – Regroupements d'entreprises

Frais connexes aux acquisitions

Convention comptable selon les PCGR du Canada	Les frais connexes à une acquisition sont les coûts engagés par l'acquéreur pour conclure un regroupement d'entreprises. Aux termes des PCGR du Canada, les coûts directs d'une acquisition d'entreprise sont capitalisés dans le cadre de la répartition du prix d'acquisition, alors que les coûts indirects sont passés en charges.
Convention comptable selon les IFRS	L'acquéreur passe tous les frais connexes aux acquisitions en charges dans les périodes au cours desquelles les coûts sont engagés et les services reçus, à l'exception des coûts liés à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres.
Incidence sur le résultat net du trimestre clos le 30 septembre 2010	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada, étant donné qu'il n'y a eu aucune passation en charges de coûts d'acquisition au cours du trimestre.
Incidence sur le résultat net du semestre clos le 30 septembre 2010	Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 0,9 million \$ en raison de la passation en charges des coûts d'acquisition.
Incidence sur le tableau des flux de trésorerie	Aucune incidence significative par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

H) Reclassements

Le tableau suivant présente un reclassement ayant une incidence significative sur le tableau des flux de trésorerie :

PCGR du Canada	IFRS
– Aux termes d'un programme, certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif sont vendus à des tiers pour une contrepartie en trésorerie.	– Certains contrats en cours vendus en vertu du programme ne sont pas admissibles à la décomptabilisation. Par conséquent, la trésorerie reçue en contrepartie de ces actifs est classée dans la partie courante de la dette à long terme.
	– Pour le semestre clos le 30 septembre 2010, ce reclassement n'a eu aucune incidence significative sur les flux de trésorerie par rapport au montant comptabilisé selon les PCGR du Canada.

NOTE 3 – REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**Acquisitions au cours de l'exercice 2012**

Au 30 septembre 2011, la Société a effectué des transactions de regroupements d'entreprises pour un coût total de 129,7 millions \$.

Medical Education Technologies, Inc.

En août 2011, la Société a acquis la totalité des actions de Medical Education Technologies, Inc. (METI). Grâce à cette acquisition, CAE accède à un marché mondial, élargit sa gamme de produits et de services et acquiert une technologie fondée sur la simulation dans le domaine de la santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur de l'actif identifiable net acquis et du passif identifiable net pris en charge dans le cadre de l'acquisition susmentionnée est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiées acquises, soit 39,0 millions \$ (y compris la technologie et les relations avec des clients), demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs ait été finalisée. Un goodwill provisoire de 99,1 millions \$ découlant de l'acquisition de METI est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Une plateforme qui propulse immédiatement la Société en position importante en lui permettant d'accéder au marché des simulateurs de patients, un important secteur du marché de la simulation dans le domaine de la santé;
- Une augmentation de la clientèle de CAE Santé, ce qui lui permet d'offrir sa gamme de solutions à un marché beaucoup plus important;
- Une équipe de direction chevronnée composée d'experts en la matière ayant de vastes connaissances du secteur.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 9,7 millions \$, déduction faite d'une provision pour créances douteuses de 0,8 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 7,1 millions \$ et un résultat opérationnel de 0,4 million \$ figurent dans le résultat consolidé au titre de METI depuis l'acquisition. Si METI avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2011, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel de METI à hauteur de 31,0 millions \$ et de 1,8 million \$, respectivement. Ces montants pro forma non audités ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE, mais ont été ajustés pour refléter nos méthodes comptables si nécessaire. Les montants sont présentés à titre d'informations supplémentaires et ne sont pas nécessairement représentatifs de notre rendement futur.

Haptica Limited

En juillet 2011, la Société a acquis les actifs et la propriété intellectuelle de Haptica Limited (Haptica). L'acquisition élargit la gamme de produits de simulation chirurgicale de CAE Santé.

L'évaluation provisoire de la juste valeur de l'actif net identifiable acquis et du passif net identifiable pris en charge est également présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des actifs identifiées acquis, soit 0,7 million \$ (y compris la technologie et les droits de propriété intellectuelle), demeurera provisoire jusqu'à ce que l'évaluation de ces actifs ait été finalisée. Aucun goodwill ne découle de l'acquisition.

La répartition du prix d'achat de METI et de Haptica est provisoire et devrait être finalisée dans un avenir prochain.

Autres

La répartition du prix d'achat de certaines acquisitions effectuées à l'exercice 2011 a également été finalisée au cours de la période, ce qui s'est traduit par une hausse nette de 0,2 million \$ du goodwill. Le solde de la contrepartie conditionnelle au titre des acquisitions des exercices antérieurs s'établit à 12,1 millions \$ et pourrait devoir être payé si certaines conditions sont réunies.

L'actif net acquis et le passif net pris en charge dans le cadre des acquisitions sont présentés ci-dessous :

(non audités)

Semestre clos le 30 septembre 2011

(montants en millions)

Actif courant	17,3 \$
Passif courant	(19,6)
Immobilisations corporelles	3,3
Autres actifs	0,1
Immobilisations incorporelles, à l'exclusion du goodwill	39,7
Goodwill ¹⁾	99,1
Passifs d'impôt différé	(8,1)
Passif non courant	(5,4)
Actif net à la juste valeur	126,4 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	3,3
Contrepartie totale	129,7 \$
Prix d'achat à payer	(0,3)
Contrepartie totale en trésorerie	129,4 \$

¹⁾ Ce goodwill ne peut pas être déduit aux fins fiscales.

Le tableau suivant présente les changements du goodwill :

(non audités)

Semestre clos le 30 septembre 2011

(montants en millions)

Valeur comptable à l'ouverture de la période	195,1 \$
Acquisition de filiales	99,3
Différences de conversion	13,0
Valeur comptable à la clôture de la période	307,4 \$

NOTE 4 – PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

La Société n'a pas conclu de nouveaux accords de coentreprises au cours du deuxième trimestre.

Hormis la coentreprise Helicopter Training Media International GmbH, dont les activités consistent essentiellement en la conception, la fabrication et la fourniture de produits de pointe pour la formation sur hélicoptères militaires, les activités des autres coentreprises sont axées sur la prestation de services de formation et de services associés aussi bien à l'aviation civile que militaire.

Le tableau suivant résume l'information financière ayant trait aux participations de la Société dans toutes ses coentreprises :

(non audités)

(montants en millions)

	30 septembre 2011	31 mars 2011
Actif		
Actif courant	72,9 \$	67,6 \$
Immobilisations corporelles et autres actifs non courants	302,6	258,7
Passif		
Passif courant	41,7	49,0
Dette à long terme (y compris la partie courante)	128,6	123,1
Profits différés et autres passifs non courants	10,3	8,0

(non audités)

(montants en millions)

	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Données sur le résultat				
Produits des activités ordinaires	26,5 \$	23,4 \$	53,2 \$	43,2 \$
Résultat net	7,4	5,1	13,5	9,5
Résultat opérationnel sectoriel				
FS/C	6,0	4,4	10,5	7,8
PS/M	0,7	0,5	1,4	1,1
FS/M	2,4	2,4	5,9	5,2

Il n'existe aucun passif éventuel relatif aux participations de la Société dans les coentreprises ni aucun passif éventuel relatif aux coentreprises elles-mêmes.

La quote-part attribuable à la Société des engagements en capital des coentreprises elles-mêmes se chiffre à 47,4 millions \$ au 30 septembre 2011 (37,5 millions \$ au 31 mars 2011).

NOTE 5 – COMPTES DÉBITEURS

Les comptes débiteurs sont portés à l'état de la situation financière, déduction faite de la provision pour créances douteuses. Cette provision est constituée sur la base des meilleures estimations de la Société à l'égard du recouvrement final des soldes dont la perception est incertaine. Divers indices peuvent signaler une incertitude quant à la probabilité de perception des sommes dues, notamment la détérioration de la solvabilité d'un client ou un retard de paiement au-delà des modalités de règlement convenues par contrat. La direction revoit régulièrement les comptes débiteurs, assure le suivi des soldes en souffrance et évalue la pertinence de la provision pour créances douteuses.

Les comptes débiteurs se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre	31 mars
	2011	2011
Comptes clients en souffrance, mais non dépréciés		
1-30 jours	26,2 \$	33,0 \$
31-60 jours	18,3	22,4
61-90 jours	18,2	11,7
Plus de 90 jours	35,1	15,2
Total	97,8 \$	82,3 \$
Provision pour créances douteuses	(8,3)	(6,0)
Comptes clients courants	106,1	114,8
Comptes débiteurs non facturés	45,4	41,3
Montants à recevoir de parties liées	22,0	16,6
Autres comptes débiteurs	45,1	47,8
Total des comptes débiteurs	308,1 \$	296,8 \$

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Provision pour créances douteuses à l'ouverture de la période	(5,9) \$	(7,0) \$	(6,0) \$	(5,6) \$
Ajouts	(2,9)	(1,1)	(3,5)	(2,8)
Radiations	0,4	0,4	0,7	0,5
Montants inutilisés ayant fait l'objet de reprises	0,2	0,5	0,6	0,8
Différences de conversion	(0,1)	–	(0,1)	(0,1)
Provision pour créances douteuses à la clôture de la période	(8,3) \$	(7,2) \$	(8,3) \$	(7,2) \$

NOTE 6 – FACILITÉS D'EMPRUNT ET CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET**Dettes à long terme****Billets de premier rang**

En août 2011, la Société a émis des billets de premier rang d'une valeur de 150,0 millions \$US aux termes d'un placement privé pour financer l'acquisition de METI et remplacer d'autres obligations existantes à des taux d'intérêt moins élevés. L'échéance moyenne est de 11,7 ans à un taux d'intérêt moyen d'environ 4,5 %, les intérêts étant payables semestriellement en août et en février. Ces billets de premier rang non garantis sont assortis de remboursements fixes de 100,0 millions \$US en 2021 et de 50,0 millions \$US en 2026. Les billets ont été émis à deux investisseurs institutionnels.

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Charges financières :				
Dettes à long terme (sauf les contrats de location-financement)	9,0 \$	7,8 \$	17,2 \$	15,4 \$
Contrats de location-financement	3,2	3,3	5,9	6,2
Obligations relatives aux redevances	3,4	3,3	6,8	6,6
Dotations à l'amortissement des frais de financement différés	0,4	0,5	0,8	0,9
Désactualisation des provisions	0,7	0,3	1,1	0,7
Autres	1,8	1,4	3,7	2,5
Profits liés à la juste valeur des instruments financiers :				
Swaps de taux d'intérêt : couvertures de juste valeur	(0,5)	(0,5)	(1,0)	(1,0)
Coûts d'emprunt inscrits à l'actif ¹⁾	(0,8)	–	(1,2)	–
Charges financières	17,2 \$	16,1 \$	33,3 \$	31,3 \$
Produits financiers :				
Produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,9) \$	– \$	(1,0) \$	(0,1) \$
Autres	(1,4)	(1,1)	(2,5)	(2,0)
Produits financiers	(2,3) \$	(1,1) \$	(3,5) \$	(2,1) \$
Charges financières – montant net	14,9 \$	15,0 \$	29,8 \$	29,2 \$

¹⁾ Le taux d'inscription à l'actif utilisé pour déterminer le montant des coûts d'emprunt admissibles à l'inscription à l'actif était de 6,0 % pour le trimestre clos le 30 juin 2011 (néant en 2010) et de 5,3 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2011 (néant en 2010).

NOTE 7 – RÉSULTAT PAR ACTION ET DIVIDENDES

Le tableau qui suit présente un rapprochement des dénominateurs qui ont été utilisés pour le calcul du résultat de base et du résultat dilué par action :

<i>(non audités)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	257 344 679	256 581 601	257 173 093	256 553 883
Effet dilutif des options sur actions	643 481	523 508	828 504	416 220
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action	257 988 160	257 105 109	258 001 597	256 970 103

Pour le trimestre clos le 30 septembre 2011, des options sur 2 676 603 actions ordinaires (1 856 011 pour le trimestre clos le 30 septembre 2010) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Pour le semestre clos le 30 septembre 2011, des options sur 2 627 203 actions ordinaires (1 856 011 pour le semestre clos le 30 septembre 2010) ont été exclues du calcul ci-dessus, car leur inclusion aurait eu un effet antidilutif.

Dividendes

Les dividendes déclarés pour le deuxième trimestre de l'exercice 2012 se sont élevés à 10,3 millions \$, soit 0,04 \$ par action (10,3 millions \$ en 2011, soit 0,04 \$ par action). Pour la première moitié de l'exercice 2012, les dividendes déclarés se sont élevés à 20,6 millions \$, soit 0,08 \$ par action (18,0 millions \$ en 2011, soit 0,07 \$ par action).

NOTE 8 – RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL

Le tableau qui suit présente le montant total de la charge de rémunération du personnel comptabilisée en résultat :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Charges de personnel	150,5 \$	134,8 \$	308,3 \$	276,2 \$
Paiements fondés sur des actions, montant net des swaps sur actions	0,2	5,4	6,9	10,6
Charges de retraite – régimes à prestations définies	3,0	2,9	5,3	5,7
Charges de retraite – régimes à cotisations définies	1,6	1,5	3,2	2,9
Total de la charge de rémunération du personnel	155,3 \$	144,6 \$	323,7 \$	295,4 \$

NOTE 9 – AUTRES (PROFITS) PERTES – MONTANT NET

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Cession ou mise hors service d'immobilisations corporelles	(0,8) \$	(1,0) \$	(7,6) \$	(0,9) \$
Montant net des différences de conversion	0,9	(0,2)	–	(3,5)
Profit à la vente d'une filiale	–	–	–	(1,0)
Produits de dividendes	(0,8)	(2,1)	(2,0)	(3,9)
Produits de redevances	(0,3)	(0,1)	(0,4)	(0,2)
Autres	(1,1)	(1,2)	(2,0)	(0,6)
Autres (profits) pertes – montant net	(2,1) \$	(4,6) \$	(12,0) \$	(10,1) \$

NOTE 10 – RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

(non audités)

Semestres clos les 30 septembre

(montants en millions)

	2011	2010
Flux de trésorerie liés au fonds de roulement hors trésorerie :		
Comptes débiteurs	6,7 \$	(47,7) \$
Contrats en cours : actifs	(3,8)	5,9
Stocks	(4,1)	(2,5)
Paiements d'avance	0,1	(2,7)
Impôts sur le résultat à recouvrer	(8,8)	(6,2)
Actifs financiers dérivés	25,8	22,8
Comptes créditeurs et charges à payer	(68,2)	(24,5)
Provisions	(0,3)	(5,7)
Impôts sur le résultat à payer	(4,9)	7,2
Contrats en cours : passifs	(14,4)	(47,9)
Passifs financiers dérivés	(20,8)	(15,4)
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(92,7) \$	(116,7) \$

NOTE 11 – AIDE GOUVERNEMENTALE**Projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux**

La valeur des contributions comptabilisées et les montants non encore perçus pour les projets Phœnix, Falcon et Nouveaux marchés principaux sont présentés dans le tableau suivant :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Montant à recevoir à l'ouverture de la période	10,0 \$	11,6 \$	12,9 \$	14,7 \$
Contributions	9,2	9,0	18,9	19,1
Paiements reçus	(9,4)	(11,5)	(22,0)	(24,7)
Montant à recevoir à la clôture de la période	9,8 \$	9,1 \$	9,8 \$	9,1 \$

Information globale à l'égard des programmes

Le tableau suivant présente le montant global des contributions à l'égard de tous les programmes :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Contributions créditées aux dépenses inscrites à l'actif :				
Projet Falcon	1,8 \$	1,1 \$	3,7 \$	2,2 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	1,4	1,8	2,5	4,4
Contributions créditées aux résultats :				
Projet Falcon	5,1 \$	4,2 \$	10,8 \$	10,6 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	0,9	1,9	1,9	1,9
Total des contributions :				
Projet Falcon	6,9 \$	5,3 \$	14,5 \$	12,8 \$
Projet Nouveaux marchés principaux	2,3	3,7	4,4	6,3

Ces contributions gouvernementales ne sont assorties d'aucune condition non remplie ni éventualité.

NOTE 12 – TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Les transactions suivantes ont été conclues dans le cours normal de l'activité avec des parties liées :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2011	31 mars 2011
Montants courants à recevoir des parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	21,7 \$	16,1 \$
Autres	0,3	0,5
Montants courants à payer aux parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	7,3 \$	16,2 \$
Autres	1,0	0,4
Montants non courants à recevoir des parties suivantes		
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	0,4 \$	0,4 \$

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Ventes à des parties liées				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	20,7 \$	8,9 \$	42,3 \$	24,9 \$
Autres	1,5	1,5	3,3	3,3
Achats auprès de parties liées				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	3,3 \$	3,1 \$	5,2 \$	4,0 \$
Autres	0,7	2,3	2,8	4,2
Autres transactions				
Tranche attribuable aux participations des autres coentrepreneurs	0,9 \$	– \$	7,7 \$	– \$

Les montants non courants à recevoir de parties liées sont des obligations liées à des contrats de location simple venant à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 30 septembre 2011 (néant au 31 mars 2011).

De plus, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2012, des transactions s'élevant à 0,6 million \$ (0,6 million \$ en 2011) ont été faites aux prix du marché normaux avec certains organismes pour lesquels certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération versée ou à verser au personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	1,1 \$	1,0 \$	2,5 \$	2,5 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	0,3	0,3	0,5	0,5
Indemnités de fin de contrat de travail	–	–	1,5	–
Paiements fondés sur des actions	(1,7)	2,6	0,5	4,3
	(0,3) \$	3,9 \$	5,0 \$	7,3 \$

NOTE 13 – SECTEURS OPÉRATIONNELS ET SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

La Société a choisi d'organiser ses activités en fonction principalement des produits et services. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef des opérations qui prend les décisions. La Société gère ses opérations par le truchement de cinq secteurs (voir la note 1).

Résultats par secteur

La mesure de rentabilité d'après laquelle la Société décide des ressources à affecter aux différents secteurs et juge des résultats obtenus est le résultat opérationnel (désigné « résultat opérationnel sectoriel » dans ces états financiers). Les principes comptables utilisés pour préparer l'information par secteur opérationnel sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour dresser les états financiers consolidés de la Société. Les transactions entre secteurs opérationnels consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C au secteur FS/C, qui sont comptabilisés au coût. La répartition des actifs utilisés en commun par les secteurs opérationnels et celle des coûts et des passifs qui leur sont communs (essentiellement des frais généraux) est faite au prorata de l'utilisation qui revient à chacun d'eux lorsqu'elle peut être déterminée et évaluée, à défaut de quoi la répartition est faite en proportion du coût des ventes de chaque secteur.

<i>(non auditées)</i> Trimestres clos les 30 septembre <i>(montants en millions)</i>		FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires externes	119,1 \$	109,9 \$	92,6 \$	63,0 \$	211,7 \$	172,9 \$	136,0 \$	137,2 \$	65,5 \$	69,8 \$	201,5 \$	207,0 \$	20,3 \$	8,1 \$	433,5 \$	388,0 \$
Dotation aux amortissements																
Immobilisations corporelles	16,8	16,0	1,3	1,3	18,1	17,3	1,7	1,5	2,6	2,4	4,3	3,9	0,4	-	22,8	21,2
Immobilisations incorporelles et autres actifs	3,2	2,6	0,5	0,5	3,7	3,1	1,2	1,1	1,4	0,8	2,6	1,9	1,2	0,5	7,5	5,5
Dépréciations et reprise des dépréciations des actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2	-	4,2	-
Dépréciations et reprise des dépréciations des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	-
Dépréciations et reprise des dépréciations des comptes débiteurs	0,9	-	0,1	0,1	1,0	0,1	0,5	0,3	-	-	0,5	0,3	0,3	0,1	1,8	0,5
Résultat opérationnel sectoriel	27,6	23,6	14,7	7,9	42,3	31,5	20,9	25,1	9,3	13,5	30,2	38,6	(8,6)	(1,3)	63,9	68,8

<i>(non auditées)</i> Semestres clos les 30 septembre <i>(montants en millions)</i>		FS/C		PS/C		Civil		PS/M		FS/M		Militaire		NMP		Total
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires externes	243,1 \$	219,8 \$	178,7 \$	130,0 \$	421,8 \$	349,8 \$	271,2 \$	253,0 \$	136,7 \$	135,8 \$	407,9 \$	388,8 \$	31,7 \$	15,8 \$	861,4 \$	754,4 \$
Dotation aux amortissements																
Immobilisations corporelles	33,2	31,3	2,5	2,5	35,7	33,8	3,3	3,0	5,0	4,6	8,3	7,6	0,6	0,3	44,6	41,7
Immobilisations incorporelles et autres actifs	6,4	5,3	1,1	0,9	7,5	6,2	2,3	2,6	2,9	1,4	5,2	4,0	1,8	0,9	14,5	11,1
Dépréciations et reprise des dépréciations des actifs non financiers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,2	-	4,2	-
Dépréciations et reprise des dépréciations des stocks	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,2	-	0,2	-
Dépréciations et reprise des dépréciations des comptes débiteurs	0,9	1,1	0,2	0,1	1,1	1,2	0,7	0,4	(0,2)	(0,1)	0,5	0,3	0,4	0,1	2,0	1,6
Résultat opérationnel sectoriel	63,1	50,4	24,4	17,5	87,5	67,9	39,7	42,4	19,9	27,4	59,6	69,8	(11,2)	(3,2)	135,9	134,5

Les dépenses d'investissement qui prennent la forme d'ajouts aux actifs non courants (autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé), par secteur, se présentent comme suit :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
FS/C	41,4 \$	23,5 \$	66,6 \$	36,4 \$
PS/C	6,8	5,4	11,8	9,6
PS/M	7,3	5,0	13,6	8,9
FS/M	2,9	2,1	6,1	9,3
NMP	3,9	3,9	6,8	5,1
Total des dépenses d'investissement	62,3 \$	39,9 \$	104,9 \$	69,3 \$

Actif et passif utilisés par secteur

CAE détermine les ressources à attribuer à chaque secteur d'après l'actif et le passif qu'il utilise. L'actif utilisé comprend les comptes débiteurs, les contrats en cours, les stocks, les paiements d'avance, les immobilisations corporelles, les immobilisations incorporelles, les autres actifs et les actifs financiers dérivés. Le passif utilisé comprend les comptes créditeurs et les charges à payer, les provisions, les contrats en cours, les profits différés et autres passifs non courants et les passifs financiers dérivés.

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif et du passif utilisés par secteur avec le total de l'actif et du passif :

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2011	31 mars 2011
Actif utilisé		
FS/C	1 310,9 \$	1 225,4 \$
PS/C	272,0	251,6
PS/M	504,1	506,5
FS/M	365,3	352,5
NMP	237,5	68,2
Actif non inclus dans l'actif utilisé	392,9	413,1
Total de l'actif	3 082,7 \$	2 817,3 \$
Passif utilisé		
FS/C	161,2 \$	155,4 \$
PS/C	209,1	192,9
PS/M	241,6	308,6
FS/M	174,6	174,8
NMP	55,6	27,8
Passif non inclus dans le passif utilisé	1 247,4	1 024,9
Total du passif	2 089,5 \$	1 884,4 \$

Information par zone géographique

La Société vend ses produits et ses services dans plus de 20 pays. Les ventes sont réparties entre les pays en fonction de l'emplacement des clients.

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	Trimestres clos les 30 septembre		Semestres clos les 30 septembre	
	2011	2010	2011	2010
Produits des activités ordinaires tirés de clients externes				
Canada	33,2 \$	44,3 \$	91,6 \$	89,0 \$
États-Unis	168,9	104,4	288,0	212,9
Royaume-Uni	40,6	50,6	81,2	88,7
Allemagne	33,2	34,1	75,8	64,4
Pays-Bas	13,8	15,2	28,8	30,2
Autres pays d'Europe	44,0	36,0	91,3	72,7
Chine	25,6	20,3	55,3	35,0
Émirats arabes unis	11,3	18,8	23,0	36,5
Autres pays d'Asie	27,9	27,6	59,5	60,4
Australie	18,6	23,2	35,4	39,3
Autres pays	16,4	13,5	31,5	25,3
	433,5 \$	388,0 \$	861,4 \$	754,4 \$

<i>(non audités)</i> <i>(montants en millions)</i>	30 septembre 2011	31 mars 2011
Actifs non courants autres que les instruments financiers et les actifs d'impôt différé		
Canada	374,2 \$	354,7 \$
États-Unis	611,6	431,9
Amérique du Sud	98,6	71,9
Royaume-Uni	263,0	248,1
Espagne	53,8	53,6
Allemagne	65,3	64,3
Belgique	61,8	60,0
Pays-Bas	86,8	93,3
Autres pays d'Europe	71,4	80,3
Émirats arabes unis	82,3	74,9
Autres pays d'Asie	138,4	117,7
Autres pays	26,5	28,4
	1 933,7 \$	1 679,1 \$